

17

défense de Occident

UNIVERSITY OF MICHIGAN
JUL 23 1971
PERIODICAL
READING ROOM

A 193 P

Maurice BARDECHE :

L'Europe, la mafia et la démocratie

●

Michele RALLO :

Austro-fascisme et austro-nazisme

●

Michel RIMET :

Vers la dissolution de la famille

●

Pierre LANCE :

Les Quatre Occidents

●

CHAQUE MOIS, VOUS DEVEZ LIRE

L'ELITE

européenne

LA TRIBUNE DES NATIONALISTES

Spécimen gratuit sur demande

62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

RIVAROL

l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne

en vente partout : 2,50 F

SPECIMEN SUR DEMANDE

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 19^e année

Mai 1971 — N° 96

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>L'Europe, la mafia et la démocratie</i>	3	
Michele RALLO : <i>Austro-fascisme et austro-nazisme</i>	10	
Michel RIMET : <i>Vers la dissolution de la famille</i>	27	
Willy-Paul ROMAIN : <i>Simone Weil après Vatican II</i>	37	
Jean-Yves COULON : <i>Réveil de l'opposition Nationale Britannique</i>	43	
Pierre LANCE : <i>Les Quatre Occidents</i>	52	
CHRONIQUE DES LIVRES :		
<i>La Révolte de l'Esprit</i> , par Pierre FONTALBE	60	
LES LIVRES DU MOIS, par J.-P. ROUDEAU, J. CHALVIDANT, Ch. de BONGAIN : <i>Mauriac</i> , de J. de Fabrègues; <i>La Bretagne et la France</i> , de P. Sérant; <i>Cadoudal</i> , de J.-F. Chiappe; <i>Joseph de Maistre</i> , de Ploncard d'Assac; et Jules Moch, Bernard Fay, André Figuéras		66
DOCUMENTS :		
<i>L'Allemagne dans l'Europe divisée</i> , un livre du Baron von Wrangel-Waldburg	75	
<i>A propos de l'Amiral Canaris</i>	78	
<i>Un Manifeste social-raciste</i>	80	

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

L'Europe, la mafia et la démocratie

L'étrange pouvoir de destruction de la démocratie ronge la société qu'il faudrait appeler non pas de consommation mais de pourrissement, comme les moisissures creusent et vident les solives et les étais et en font des poutres vermoulues. Les droits de l'homme, les imprescriptibles droits de l'homme, qui sont un produit exactement de même nature que le mazout déversé par les pétroliers ou les détergents des usines, sous-produits de l'idéologie, comme ceux-ci sont les sous-produits du sans-gêne et de l'avidité, polluent notre environnement intellectuel et politique, mais qui se soucie de l'environnement intellectuel et politique qu'on ne voit pas, qui ne nous empoisonne qu'à la longue, qui ne détruit que progressivement ? La maxime : « Il vaut mieux supporter mille inconvénients de la liberté qu'accepter une seule restriction de la liberté », mène les sociétés à la paralysie générale aussi sûrement que l'alcool mène à la cyrrhose : elle contient toutes les formes de mort.

L'Europe, telle que la conçoivent les démocrates, n'a pas pour origine un élan des peuples et pour objet la réalisation d'un certain idéal humain : elle ne se propose qu'un gain économique réparti entre les associés par la conciliation des intérêts particuliers, elle n'est qu'une société anonyme qui promet de distribuer des dividendes, mais dans laquelle chacun conserve le droit de « se défendre », c'est-à-dire de gagner plus que les autres dans l'opération commune.

De plus, dans cette société purement commerciale, chacun se réserve non seulement de s'enrichir aux dépens des autres, mais se refuse, au nom des droits de la personne humaine, à poursuivre et à punir les individus qui n'acceptent pas la discipline commune et qui démolissent consciemment, par cupidité personnelle, tous les efforts que font les gouvernements pour établir un front commun.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner :

— Premièrement, si le sort de l'Europe des intérêts économiques n'intéresse pas véritablement l'opinion et, en tous cas, n'intéresse nullement la jeunesse qui est très indifférente aux *superbénéfices* que peuvent envisager les trusts dans un marché plus étendu ;

— Deuxièmement, si la construction de l'Europe n'avance pas, déçoit tout le monde, mécontente des catégories entières de « sacrifiés », ne progresse qu'avec les précautions et les pas menus d'une petite vieille ;

— Troisièmement, si elle contient en elle-même des causes de paralysie et de mort qui sont diverses, mais dont l'une des plus graves vient de nous être brusquement et inopinément révélée.

Le sort du dollar, c'est un sujet qui n'intéresse évidemment personne en Europe. Quand on parle d'euro-dollar, le lecteur ne tire pas son revolver, mais il tourne la page pour savoir quelles sont les chances de l'équipe nationale dans la Coupe Davis ou la Coupe des Nations. C'est pourtant sur cette question qui n'intéresse personne, qui ne mobilise aucune partie de l'opinion publique que l'Europe vient de perdre sa plus grande bataille depuis vingt ans et en tout cas plusieurs années dans cette fameuse construction européenne si lente qu'elle n'arrivera peut-être jamais à se réaliser

Dans la course contre le temps que les nations européennes ont entreprise pour préserver leur indépendance, elles ont été mises en échec non seulement par les principes faux qui sont à l'origine du Marché Commun, non seulement par les égoïsmes nationaux qu'elles ne sont pas arrivées à surmonter, mais, en cette occasion, parce qu'elles n'ont pas su, parce qu'elles ne peuvent pas créer les moyens politiques qui leur sont nécessaires pour se protéger. Il est devenu brutalement évident que le principe de libéralisme qui est

à la base de toute démocratie ploutocratique permet toutes les manœuvres contre la construction européenne.

Pour qu'un Etat ou une Communauté soit stable, il faut que sa monnaie soit stable. La monnaie est un patrimoine national qui garantit l'équitable rémunération du travail et la progression des salaires. Quiconque attaque ce bien commun à tous et qui garantit le niveau de vie de tous commet un attentat contre un « bien national » qui n'est pas moins criminel qu'un attentat contre les voies ferrées, les banques, les laboratoires, les hôpitaux. Or, la loi protège les « biens nationaux » visibles contre les attentats, mais il n'existe pas de loi qui protège celui qui est le plus précieux de tous et qui permet l'existence de tous les autres, la monnaie. Quand les commandos gauchistes se livrent à des actions de sabotage contre la propriété publique, il est facile de mobiliser contre eux l'indignation du public (et infiniment moins facile d'obtenir l'intervention des pouvoirs publics); mais quand les commandos ploutocratiques se livrent à une action de sabotage générale, à une conspiration ouverte contre le « bien national » appelé la monnaie, *bien que ce soit exactement le même acte au fond*, il n'est pas question, non pas même de punir, mais simplement de légiférer; l'attentat contre la monnaie est considéré comme un usage normal que chacun peut faire de « son argent » et de « sa liberté ». La spéculation, comme la subversion en politique, est un abus de la liberté qu'il est facile de réprimer si on le veut. Mais il faut le vouloir.

Il est aberrant et scandaleux qu'une poignée de spéculateurs juifs, de banquiers et de financiers des trusts qui constituent une *maffia* exactement comparable à celles qui vivent de la drogue ou de la corruption puissent impunément, sans se cacher, en donnant très officiellement des ordres d'« opérations », mettre en péril un rapprochement des peuples qui est la seule voie de notre indépendance et de notre salut. Il est impérieusement nécessaire que des mesures communes soient décidées contre cette forme inédite de la criminalité. Mais il est clair aussi que la conception politique qui est à l'origine de « l'Europe des démocraties » interdit toute forme de combat et même simplement toute forme de défense contre la *maffia* des milliards.

Si l'on examine les méthodes qui permettent le déploiement de cette nouvelle criminalité, on constate qu'elles reposent sur quatre instruments principaux :

1° L'existence du marché à terme, invention juive de la seconde moitié du XIX^e siècle, et particulièrement la convention boursière qui permet de jouer sur des *différences* au moyen d'un capital minime par rapport aux opérations réalisées, convention technique que rien ne justifie et qui est à l'origine de toutes les opérations spéculatives ;

2° La tolérance qui permet aux trusts et aux banques de « se couvrir » contre les aléas des fluctuations en achetant *d'avance* au cours du jour les devises dont elles auront besoin dans trois, quatre ou six mois : cette tolérance justifiable dans des périodes d'instabilité en faveur d'opérations réelles et de négociants honnêtes, ne peut être maintenue dans une période qui vise à la stabilité des échanges, ni surtout lorsqu'elle couvre des opérations fictives réalisées par des professionnels de la spéculation ;

3° L'existence de capitaux vagabonds qui ne correspondent ni à des investissements réels, ni à des placements de longue durée, mais qui ne sont que des masses de manœuvre destinées par leur déplacement à créer des déséquilibres, dont les spéculateurs profitent ensuite en massant toutes leurs forces sur le point où une zone de rupture a été provoquée ;

4° La complicité de certaines banques qui, sous des dehors profondément honorables, sont au fond les exécutants de cette mafia, assurent le secret individuel des opérations, le repli après les raids, l'impunité, l'appui, véritables arsenaux qui fournissent les armes et le refuge à ces commandos du crime économique.

Il est clair que « l'Europe démocratique » par la conception qu'elle a de la liberté individuelle aussi bien que du libéralisme économique qui est son corollaire ne peut agir contre aucun des instruments de la piraterie financière. Les mesures de salubrité du mécanisme boursier lui sont interdites par la toute-puissance des intérêts juifs dans la profession ; le contrôle des changes lui fait horreur et le caractère sacrosaint de l'import-export est un des dogmes les moins affirmés, mais les plus certains de la démocratie ; l'institution d'une police financière prompte et vigilante, qui serait infiniment

plus utile que les « polyvalents » qui terrifient les épiciers, la constitution de tribunaux d'exception chargés de juger d'une manière expéditive les plus gros fraudeurs et d'assurer la confiscation de leurs biens, sont des mesures qui apparaissent aux démocrates comme terrifiantes et qui sont pourtant les seules qui soient de quelque efficacité. Quant aux banquiers suisses, des spécialistes pourraient s'occuper d'eux.

Une « Europe des peuples », dirigée par des éléments sains et autoritaires, aurait seule le pouvoir d'appliquer sans défaillance ces mesures de protection du patrimoine national et du travail. Les Etats démocratiques ne le peuvent pas. Tremblants devant les étudiants, tremblants devant les syndicats, ils tremblent encore plus devant le mécanisme sacrosaint de la liberté économique qui n'a jamais eu d'autre résultat que de permettre des fortunes imméritées et scandaleuses et d'élever au-dessus des lois les grands pirates de l'océan financier dont les gouvernements démocratiques ne sont que les gendarmes et les gardes du corps.

Il est dérisoire de voir que pour toute sanction contre les spéculateurs, la Banque Fédérale allemande envisage que ces capitaux vagabonds qui se promènent par milliards entre les différentes places financières du monde cessent de porter intérêt. C'est bouffon, alors que les manipulateurs de ces capitaux et les banquiers leurs complices devraient être invités à creuser des galeries à quelques centaines de mètres sous terre. Mais c'est évidemment tout ce que peut faire un Etat démocratique, alors que dans une Europe saine, fondée sur le travail et l'honnêteté, la chasse aux spéculateurs devrait être organisée exactement comme la chasse aux criminels et aux trafiquants de drogue.



L'Europe et le libéralisme économique, ce sont deux termes contradictoires. Les technocrates du Marché Commun s'en rendent compte eux-mêmes, puisqu'ils passent leur temps à fausser les lois du libéralisme économique pour rendre viable le fonctionnement du Marché Commun. Mais les événements viennent de montrer que le mécanisme infiniment fragile du Marché Commun peut être dérégulé d'un seul coup. La

colère nous saisit quand nous voyons quatre-vingts ouvriers du Mans paralyser toute une partie de la production automobile française ou quand nous voyons les camionneurs bloquer pendant vingt-quatre heures une autoroute : les spéculateurs qui viennent de provoquer la réévaluation du mark et du franc suisse font la même chose, ils recourent à la même opération de violence, mais avec des résultats infiniment plus graves et avec des responsabilités infiniment plus lourdes. Et c'est pour la même raison qu'on les laisse faire : la peur de s'écarter de la voie sacrée du pourrissement, de prendre des mesures contraires au sacrosaint libéralisme économique, qui n'est que le code du vol et de la spoliation.

Les nations européennes devraient pourtant avoir conscience qu'elles ont peu de temps pour protéger leur indépendance. La croissance des mastodontes internationaux se poursuit impitoyablement pendant que celle de l'Europe n'avance pas. Les trois ou quatre années de patiente mise au point que nous venons de perdre en une seule semaine sont une grave défaite dans un calendrier si menaçant. L.U.R.S.S. seule peut s'en réjouir, car sa tactique diplomatique consiste à gagner du temps, à retarder les efforts d'unification de l'Europe jusqu'au moment où l'entrée en scène de régimes de front populaire contrôlés par le Parti Communiste en France et en Italie la rendra définitivement impossible. Le virus de paralysie générale que le libéralisme économique entretient au sein de toute construction démocratique est à cet égard un puissant auxiliaire inconnu de l'Union Soviétique. Prenons garde que l'unité de l'Europe ne se fasse un jour en effet, mais qu'elle se fasse de Vladivostok à Brest et sous le contrôle et la direction des instruments d'exploitation économique créés par l'U.R.S.S. C'est malheureusement cette Europe-là qui créera cette police économique et ces tribunaux expéditifs qui me paraissent tout à l'heure salutaires : ils ne seront qu'un département de la N.K.V.D.

Alors que sur toutes les autres solutions on peut apercevoir des perspectives d'espoir, je n'en vois aucune dans la construction européenne telle qu'elle se poursuit actuellement. Les structures du libéralisme économique qui sont à la base de l'Europe de demain condamnent cette Europe non seule-

ment à n'avoir aucune signification dans le cœur des peuples, mais à n'avoir aucune puissance et aucune réalité. On ne peut même pas se consoler en se disant que certains des Etats qui paraissent menacés par l'anarchie ou le désordre peuvent avoir un jour quelque sursaut d'énergie. Un ensemble de régimes autoritaires disparates ne crée pas nécessairement les meilleures conditions pour une Europe autoritaire ; on peut toujours craindre que les colonels de Bonn n'écoulent les technocrates de Bonn, les colonels de Rome les technocrates de Rome, les colonels de Paris, s'il y en a, les technocrates de Paris. L'Europe nouvelle passe par la naissance d'un esprit nouveau, par la solution du problème de la ploutocratie internationale juive, par une discipline imposée aux rivalités économiques. Ces temps nouveaux, nous ne les voyons guère s'annoncer. Ces solutions hardies qu'il faudrait imposer, nous ne les entrevoyons nulle part. Nos nations s'endorment sur des discours. M. Chaban-Delmas a prouvé qu'il aurait pu être un excellent collaborateur du *Monde*. Mais ce n'est pas exactement ce qu'on lui demande : agir est plus difficile que de parler. La plaisanterie ruineuse du « Concorde » nous montre quels sont nos sujets de consolation. C'est toujours la politique de prestige, mais il ne s'agit plus d'acheter à prix d'or les sourires des nègres : on engloutit des milliards dans une sorte de Tour Eiffel du xx^e siècle en haut de laquelle on installe le drapeau français. « Peuple de Bétique, disait Montesquieu, ne voulez-vous pas imaginer avec moi... » Nous agissons des serpentins et nous allumons des feux d'artifice pendant que les murs se lézardent. Nos peuples sont des malades dans la chambre desquels on installe la télévision, mais un jour l'étouffement commence et les râles suffoquent le malade dont on a si aimablement déguisé l'agonie.

Maurice BARDECHE.

Austro-fascisme et austro-nazisme

Dans l'histoire des révolutions nationales européennes des années 20 et 30, une place de choix revient sans conteste aux vicissitudes de la politique autrichienne. Ce fut en effet en Autriche que pour la première fois se trouvèrent en contact direct les prototypes des deux révolutions nationales les plus originales — celle du fascisme et celle du national-socialisme — et que toutes deux agirent véritablement comme des révolutions « parallèles » sur le même territoire. La « cohabitation » — si nous pouvons nous exprimer ainsi — de ces deux révolutions nationales, ainsi que l'établissement exact de la composante fasciste a assurément donné lieu à de nombreuses interprétations, qui nous semblent, à tout le moins, approximatives et qui ont fini par ajouter de la confusion à la confusion.

La thèse qui de nos jours a trouvé le plus grand nombre de partisans nous propose en effet la vision d'un brûlant antagonisme entre l'austro-nazisme et l'*Heimwehrfaschismus* (fascisme de la *Heimwehr*), ce dernier étant assez gratuitement assimilé au conservatisme dollfussien et embrigadé avec celui-ci dans un prétendu « clérico-fascisme ».

L'*Heimwehrfaschismus* a en effet trouvé deux définitions : l'une est celle d'austro-fascisme (Eichstadt) sans plus, et que nous acceptons dans son sens littéral, à savoir fascisme autrichien ; l'autre est celle de clérico-fascisme (Gulick) que nous réfutons comme fallacieuse et sans fondement, et parce

qu'elle ne pourrait se trouver une justification logique que dans le fait, absolument conjectural, de l'alliance des *Heimwehren* avec les forces cléricales. La définition de clérico-fascisme pourrait par contre être attribuée au régime dollfussien et, en général, au Parti chrétien-social et à certaines solutions politiques de la petite bourgeoisie autrichienne ; à condition, toutefois, de déterminer avec précision en quoi Dollfuss a assurément été davantage clérical qu'il n'a été fasciste.

Le panorama politique que nous examinons peut donc se schématiser ainsi : d'un côté un Mouvement national-socialiste vivace et en ascension violente ; d'un autre côté une force conservatrice catholique enracinée de façon solide au pouvoir ; enfin, aiguille de la balance politique autrichienne, le Mouvement fasciste et patriotique des « *Heimwehren* », qui, conscients de représenter une minorité et avant d'arriver à une prise de conscience idéologique et politique définitive, s'alignent tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre des adversaires.

Par suite, il n'est pas exact d'établir une nette opposition entre austro-fascisme et austro-nazisme, alors qu'il s'agit plutôt — et sur ce point nous sommes d'accord avec Stadler — d'une lutte à trois entre la section autrichienne du N.S.D.A.P., la Heimwehr et le groupe conservateur Dollfuss-Schuschnigg.

L'après-guerre en Autriche.

En Autriche aussi, ce fut en 1919 que commencèrent à se développer les premiers germes qui donneront vie par la suite au Mouvement fasciste : cette année-là en effet, naissent les « *Heimatwehren* » (*Gardes de la Patrie*), noyaux paramilitaires formés d'anciens combattants avec un programme habsbourgeois revanchard, néo-impérialiste et révisionniste. Ce fut toutefois en 1920 que les « *Heimatwehren* » devenues « *Heimwehren* » (ou « *Heimatschutz* ») trouvèrent leur premier grand moment de célébrité : les socialistes avaient créé un corps paramilitaire, le *Schutzbund* et faisaient des incursions à travers villes et campagnes en semant le désordre. Les « *Heimwehren* » dont la mission originelle était la sauve-

garde des frontières, décidèrent alors d'assumer également le rôle de gardiens de l'ordre public (la police qui tombera ensuite avec Dollfuss dans l'excès contraire, était alors à moitié impuissante) et de réagir par la force à la violence des bolcheviks. Le rapprochement facile entre les événements autrichiens et italiens s'étend bien vite aux « Heimwehren » eux-mêmes comparés naturellement aux troupes en chemise noire ; on commence à parler — trop tôt à notre avis — de *Heimwehrfaschismus*. Toujours pendant cette même période commence à se faire jour un autre groupe paramilitaire, le « Vaterländischer Schutzbund » (d'inspiration nationale-socialiste) qui au bout de peu sera englobé dans la section autrichienne du N.S.D.A.P.

La première moitié des années 20 s'écoule sans événements marquants pour les deux mouvements. Les national-socialistes n'accomplirent certes pas des progrès considérables, mais ils réussirent cependant toujours à maintenir en vie la Section Autrichienne, même quand, après l'échec du *putsch* de Munich, le N.S.D.A.P. allemand est dissous et Hitler emprisonné. La *Heimwehr*, par contre, subit une évolution politique lente mais décisive ; en 1927, abandonnant les oripeaux habsbourgeois, elle s'installe définitivement sur de claires positions fascistes.

L'année 1927, avec les nouveaux désordres fomentés par les socialistes devait marquer un nouveau succès pour la *Heimwehr*, qui obtenait ainsi un brevet de respectabilité et une véritable offre d'alliance politique de la part du Parti Chrétien Social. Définie comme organisation fasciste, pratiquement introduite dans les sphères du pouvoir, la *Heimwehr* était désormais prête à entreprendre le voyage vers la Mecque du fascisme : Rome. Les premiers contacts *Heimwehr*-Mussolini eurent lieu à Pâques 1928 grâce à l'entremise du Premier Ministre du Gouvernement nationaliste hongrois, Bethlen, avec qui les *Heimwehren* maintenaient d'excellents rapports. Et ce fut précisément Bethlen qui proposa à Mussolini l'idée d'un financement du Mouvement frère autrichien, dans le but de promouvoir un coup d'état fasciste. Mussolini, conscient que les forces du Mouvement heimwehriste n'étaient assurément pas irrésistibles, se montre, pendant un premier temps, plutôt sceptique. Malgré cela, il consent par la suite

à fournir une cargaison d'armes et un million de lires à condition que la *Heimwehr* s'engage à « ignorer » le problème du Haut-Adige. Le représentant de la *Heimwehr*, l'avocat Steidle (qui — ironie du sort — était le chef de la section tyrolienne du Mouvement) accepte sur-le-champ.

De toute façon, et comme Mussolini l'avait prévu, le putsch n'eut pas lieu : les *Heimwehren* concentrèrent leurs troupes à Vienne dans l'espoir de provoquer la réaction des socialistes, mais le Gouvernement disposait d'un service d'ordre parfait et par suite tout s'épuisa dans un rassemblement impuissant.

Les rapports « Heimwehren » - Hitler.

Pour ce qui concerne les rapports avec l'Allemagne, l'historiographie officielle s'obstine encore aujourd'hui à présenter les *Heimwehren* comme les courageux défenseurs du mininationalisme autrichien face aux appétits annexionistes des Allemands. Rien de plus faux que ce point de vue. Il suffit de penser au « serment de Korneuburg » (18 mai 1938) qu'on peut considérer comme le véritable « manifeste » politique des *Heimwehren*, fixant, — après dix ans de pragmatisme — et de façon définitive la ligne politique, l'idéologie et les programmes d'action du Mouvement.

Or, à Korneuburg, les *Heimwehren* réclamaient le « gouvernement des corporations », une « direction nationale forte », la « société de la dignité et de la justice », mais aussi une « nouvelle perspective nationale allemande ».

Tout résidait dans le fait de s'entendre au sujet d'une telle « perspective nationale ». Certains, comme le prince Starhemberg désiraient un Etat autrichien lié à l'Allemagne par des liens politiques et économiques particuliers, d'autres par contre se prononçaient plus simplement pour l'Anschluss. Dans tous les cas, il semble qu'on ne puisse guère parler d'une opposition très nette entre les *Heimwehren* et l'Allemagne. D'un autre côté, les attitudes pro-allemandes de l'*Heimwehr* ne se limitèrent pas seulement à des énoncés de programmes. Le 13 septembre 1931 par exemple, les *Heimwehren* de Styrie de Pfrimer font une tentative de putsch et une « marche sur Vienne » ; or il fut démontré

par la suite (Asvero Gravelli, *Vers l'Internationale fasciste*, Rome, 1932) que le putsch en Styrie avait été financé par les nazis allemands. Plus tard (février 1932) le prince Starhemberg, ministre autrichien de l'Intérieur et chef des *Heimwehren*, et qui était considéré comme le représentant du courant anti-allemand du Mouvement, eut une entrevue amicale avec Hitler, et tout de suite après, dans une conférence au *National Klub* de Berlin, donna des témoignages larges et répétés de la fidélité de la *Heimwehr* à la Communauté nationale allemande. Mais en cette même année 1932, on devait enregistrer deux autres événements d'une importance fondamentale: : le succès inattendu des nazis aux élections régionales du 24 avril, et la constitution du gouvernement de coalition « clérico-fasciste » de Dollfuss. Or, le 24 juin (c'est-à-dire après être entré dans la coalition dollfussienne), Starhemberg et son bras droit Pabst, rencontrent les chargés d'affaires italien et hongrois — si l'on en croit Stadler — pour mettre au point un coup de main contre Dollfuss; en cette occasion Pabst présente *l'adhésion des national-socialistes allemands et autrichiens*.

Les premiers mois de 1933, pendant ce temps, consacrent la victoire complète des nazis en Allemagne et voient une série de réactions significatives sur le plan international, réactions qui auraient dû pousser Dollfuss à des résolutions plus modérées et qui — comme nous le verrons — finiront au contraire par lui suggérer des solutions en rupture nette avec le nazisme, avec toutes les conséquences qui ne tarderont pas à se manifester.

Le 30 janvier, Hitler était Chancelier du Reich. Le lendemain, à Vienne, les nazis autrichiens organisaient une manifestation importante, et scandaient un slogan (« ein Volk, ein Reich, ein Führer ») qui ne laissait aucune place au doute.

A Rome également, les réactions étaient extrêmement favorables : le fascisme italien avait toujours appuyé de tous les moyens le Mouvement frère national-socialiste, bien que toujours de façon officieuse; dorénavant les demi-mesures étaient écartées et, dans sa séance du 9 mars, le Grand Conseil du Fascisme se félicitait avec enthousiasme à l'égard d'Adolf Hitler pour l'éclatant succès qu'il avait obtenu.

« Standestaat » et « Front de la Mère Patrie ».

Entre mars et septembre 1933, Dollfuss opéra une série de changements qui auraient dû placer les bases de son organisation de l'Etat, que les journalistes antifascistes qualifieront — et avec raison, selon nous — de « *pathétique* ».

Il importe de souligner ici, de toute façon, le dédoublement de l'organisation dollfussienne en un Etat autoritaire (voulu par Dollfuss en raison de l'antinazisme) et en un Etat corporatif (voulu par la *Heimwehr* et abâtardi par Dollfuss avec des superstructures anachroniques). L'action de frein de Dollfuss s'articule donc en trois moments distincts : suppression des pouvoirs du Parlement (4 mars), dissolution du N.S.D.A.P. (19 juin) et proclamation de l'Etat autoritaire (11 septembre).

Pour mieux comprendre les événements qui suivirent, il faut souligner, pourtant, que Dollfuss n'avait pas fait aller de pair avec la répression antinazie une répression anti-socialiste (peut-être parce qu'il espérait pouvoir utiliser dans un futur plus ou moins proche les socio-démocrates dans un front commun anti-allemand); en effet, il s'était contenté de dissoudre le petit et inoffensif parti communiste, uniquement pour se donner l'hypocrite alibi de la lutte contre les « oppositions extrémistes ».

Et ce fut bien l'attitude hypocrite de Dollfuss qui fut la cause directe de la révolte des *Schutzbund* socialistes (12 février 1934) — qui échoua d'ailleurs bruyamment, tant à cause de l'absence de soutien populaire, qu'à cause de la réaction rapide des *Heimwehren* — révolte qui offrit le droit à la *Heimwehr* (grâce également à une absence momentanée de Dollfuss) de dissoudre les *Schutzbund* et de mettre au ban le parti socialiste et les syndicats rouges. Sur le plan diplomatique, par contre, l'année 1934 fut marquée par la signature des « *Protocoles de Rome* » (17 mars) entre Mussolini, Dollfuss et Gombos (qui avait entre temps succédé à Bethlen et à Károlyi à la tête du gouvernement hongrois). Quatre mois après, Dollfuss était assassiné par quelques anciens nazis dissidents qui avaient échappé aux *purges* qui — exactement un mois auparavant — avaient de façon sanglante épuré le Parti nazi allemand.

Une telle version des événements de juillet — soit dit en passant — se voit confirmée, entre autres, par les révélations récentes de « *Il Borghese* » sur la base des rapports de l'« agent » italien à Berlin, le commandant Reuzetti.

Quoi qu'il en soit, en 1934, l'opinion publique internationale s'accorda — comme le fait aujourd'hui l'histoire officielle de toutes les tendances — pour imputer à Hitler (qui pourtant, parmi d'autres raisons, était bien trop engagé dans les vicissitudes internes de son pays pour caresser le projet d'un *Anschluss* à brève échéance) la mort de Dollfuss. Et avec l'opinion publique internationale se trouvait aussi l'Italie qui — garante de l'indépendance autrichienne — massa ses troupes sur le Brenner. Comme on sait, l'Allemagne par contre n'envahit pas l'Autriche (tant pour ne pas se compromettre avec les conjurés du 25 juillet, qu'à cause de son impréparation militaire à affronter l'*Anschluss*), et tout tourna très classiquement en eau de boudin.

Pendant ce temps avait succédé à Dollfuss, Kurt von Schuschnigg, homme falot et incapable, qui n'avait pas trouvé mieux que d'unifier toutes les forces gouvernementales dans le soi-disant « *Front de la Mère Patrie* ». Schuschnigg — qui, à cause de certaines attitudes futures conciliantes vis-à-vis de l'Allemagne sera catalogué « plus à droite » que son prédécesseur — était en réalité moins fasciste que Dollfuss : bigot, néo-habsbourgeois et réactionnaire, il lui revint en 1936 de remplir le rôle d'« idiot utile » pour Hitler, comme aurait pu le remplir n'importe quel autre politicien de bas étage, peut-être même un socialiste ou un communiste.

L'impression que Mussolini eut de Schuschnigg à l'occasion de leur rencontre à Florence (21 août 1934) et l'attitude anti-italienne du premier autrichien furent telles que Aloisi notait dans son *Journal* : « Mussolini dit que ce n'est plus la peine de parler de l'indépendance de l'Autriche, vu que celle-ci doit y penser pour son propre compte ».

Qu'était-il arrivé ?

Morreale, alors attaché de presse de l'Ambassade italienne à Vienne, souligne combien, avant tout, est venu à manquer « le contact humain qui s'était établi entre Dollfuss et Mussolini », et comment Schuschnigg avait montré clairement au Duce que la présence des troupes italiennes en Autriche,

même si c'était pour défendre l'indépendance « n'aurait pas été politiquement supportable » (E. Morreale, *Un petit état, un minuscule oubli et une grande équivoque*, dans « *Historia* » de mai 1970). Pratiquement, Schuschnigg, que nous avons déjà défini comme bigot et néo-habsbourgeois, avait manifesté à Mussolini « l'aversion pour le soldat italien en terre d'Autriche » (Morreale, *op. cit.*) et cela était véritablement trop.

Quand Mussolini dira plus tard, dans ce qu'on a appelé le « *Discours de Genève* » que l'Italie fasciste ne pouvait s'opposer à une authentique Révolution Nationale pour défendre « la vieille Autriche des Habsbourgs et des Metternichs », peut-être avait-il devant les yeux l'image bouffie et touffue de Schuschnigg qui d'une telle « vieille Autriche » se trouvait être la dernière figure pathétique et dramatique.

L'Anschluss.

En Autriche, pendant ce temps, de profonds changements étaient survenus au sein des forces nationales ; si bien qu'en 1936 et désormais — comme nous le verrons mieux par la suite — une opposition tranchée entre fascisme et nazisme apparaissait impossible et absurde.

Il s'agissait de déterminer parmi les forces nationales laquelle aurait été capable de réaliser concrètement la Révolution, et de renforcer celle-ci le plus possible. C'est la Section Autrichienne du N.S.D.A.P. qui apparaissait désormais clairement être une telle force, en revenant, renforcée, à la légalité. Les *Heimwehren*, influencés également par la nouvelle politique italienne la rejoindront dans leur quasi-totalité : il y eut même des cas où des sections régionales tout entières, comme celles de Styrie ou de Carinthie, passèrent en bloc au N.S.D.A.P. Il y en eut par contre qui, comme Starhemberg, continuèrent de collaborer avec Schuschnigg, et avec des résultats qui ne furent certes guère brillants : le 14 mai 1936, l'ancien chef de la *Heimwehr* se voyait expulsé du gouvernement.

Pour la petite histoire, Starhemberg par la suite refusa toute collaboration avec les nazis, et s'exila en Suisse puis

en France ; quand De Gaulle se mit au service des Anglais, il le suivit à Londres pour une brève période, jusqu'au jour où il se rendit compte que toute forme de résistance, — y compris la résistance « nationale » de De Gaulle — faisait le jeu des communistes. Il abandonna alors la « *France Libre* » pour se retirer en Argentine en abandonnant la vie publique.

Mais revenons aux événements autrichiens : après l'exclusion de Starhemberg du Gouvernement, les rares fascistes qui ne l'avaient pas encore fait rejoignirent en masse le N.S.D.A.P. Celui-ci lui faisant défaut, avec la *Heimwehr*, c'est-à-dire avec l'unique force « active » en état de soutenir le Gouvernement dans ses positions, Schuschnigg se trouve désormais à la merci d'un adversaire trop puissant : *Heimwehren* et nazis étaient capables de s'emparer du pouvoir dans les vingt-quatre heures ; et en ce qui concernait l'Italie, il avait déjà alors « passé beaucoup d'eau sous les ponts ». Dans sa tentative ingénue de conserver comme métayer un pouvoir qu'il savait désormais être incapable de maintenir à lui tout seul, Schuschnigg capitulait finalement : le 11 juillet, il rencontrait Hitler et cédait sur toute la ligne.

Ce qu'on a appelé l'« accord de juillet » prévoyait en effet la définition de l'Autriche comme « *état allemand* » et — point capital de l'accord — la participation des éléments d'obédience nationale-socialiste reconnue à la coalition gouvernementale et au *Front de la Mère Patrie*.

Placé dans des conditions telles qu'il ne pouvait plus gouverner, Schuschnigg démissionna le 11 mars 1938 ; lui succédait le national-socialiste Seyss-Inquart qui proclama l'*Anschluss*, entériné par la suite par le vote favorable à 99 % des citoyens autrichiens.

La politique extérieure italienne et la crise autrichienne.

L'attitude italienne face à la crise autrichienne de 1934 ne fut assurément pas, comme certains historiens de bas étage voudraient le démontrer, la défense de ses propres intérêts, pas plus que ne le fut le changement d'attitude face à la

crise autrichienne de 1938. Il s'agit plutôt, comme nous le verrons, de deux attitudes différentes, consécutives à deux moments différents de la politique extérieure italienne.

Si on y fait attention, Mussolini, en 1934, essaya de créer un axe Rome-Vienne-Budapest, tant pour des motifs économiques (ouvrir le sud de l'Europe centrale au commerce italien et le soustraire à l'influence économique renouvelée de l'Allemagne) que pour les motifs délicatement politiques : au fascisme national-socialisme — nordique, protestant et parfois néo-païen, Mussolini voulait en effet joindre (et non pas opposer) un fascisme latin, « sudiste » qui agisse dans la zone catholique, qui ait pour centre de gravité la Méditerranée et qui assure l'Italie dans son rôle d'état-pilote du fascisme européen, rôle qu'elle attendait en quelque sorte par droit d'aînesse. Comme preuve de ce que nous avançons, rappelons-nous ce que sera par la suite l'engagement italien (incontestablement supérieur à l'engagement allemand) dans le soutien aux régimes ibériques, la politique d'expansion dans l'Adriatique (Albanie, Croatie, etc.), l'essai d'assumer le parrainage des mouvements nationalistes en France, en Roumanie, et même dans certains pays placés politiquement dans la sphère d'influence allemande (Belgique, Hollande, etc.). Mussolini cherchait en particulier l'alliance des pays dotés d'un régime clérical-fasciste et conservateur, en manœuvrant dans le même temps pour les transformer, de l'intérieur, en un sens nettement fasciste : tel fut le cas de l'action de Gombos en Hongrie et tel aurait dû être vraisemblablement — dans les intentions du Duce — également le rôle de Starhemberg en Autriche.

Que Mussolini ait misé toutes ses cartes autrichiennes sur le prince Starhemberg est une chose désormais bien connue, et c'est ce que confirme l'intéressé dans son « *Between Hitler and Mussolini* », en rapportant les expressions chaleureuses par lesquelles le Duce avait pris congé de lui à la fin de leur rencontre en 1930 : « Vous devez devenir l'unique chef des *Heimwehren* autrichiens, lui dit Mussolini à cette occasion ; c'est un mauvais principe que de diviser le commandement. Avec les *Heimwehren*, vous devez ouvrir la route à la renaissance nationale de l'Autriche... Vous êtes jeune et connu comme lutteur, comme « activiste »... Vous devez

réunir la jeunesse d'Autriche et la faire se soulever pour la Cause de son Pays. Je serai toujours à votre disposition dans la lutte pour l'Autriche. Venez auprès de moi quand vous aurez besoin d'aide ».

Ce fut à la suite de cette rencontre que Starhemberg eut le seul sursaut d'énergie de sa pâle carrière politique, en se lançant à corps perdu à la conquête du pouvoir absolu au sein de la Heimwehr (jusqu'alors partagé avec les chefs régionaux du Mouvement), et réussissant finalement le 2 septembre 1930 à être reconnu comme *Bundesführer* et chef absolu des *Heimwehren*. Et ce fut encore à la suite de cette entrevue que la personnalité politique — pas excessivement importante, nous le répétons — de Starhemberg réussit à émerger suffisamment pour gagner le ministère-clef de l'Intérieur (le même qui permit ensuite à Seyss-Inquart de tenir Schuschnigg) au sein d'une coalition gouvernementale conservatrice.

Mais le projet d'une conquête du pouvoir « par l'intérieur » devait vite se dissiper. La *Heimwehr*, en exploitant habilement les événements, réussit tout au plus à concourir à la création de l'« Etat autoritaire » de Dollfuss. Un tel Etat, toutefois et comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer, était le classique régime clérical-fasciste (plus clérical que fasciste), conservateur et réactionnaire, du type « terreur blanche ». L'unique aspect fasciste était le corporatisme, mais un corporatisme chrétien, fondé sur l'Encyclique « *Quadragesimo anno* », tout à fait valable, certes, mais désormais dépassée, et sur la conception déviationniste de la *Standische* (démocratie corporative) du néo-romantique Othmar Spann. De plus, les aspects positifs de la doctrine de Spann, comme également les postulats de la doctrine de la *Heimwehr* et du « serment de Korneuburg » ne trouvaient pas de place dans l'« Etat autoritaire » de Dollfuss, qui — à ce qu'il nous paraît — se présentait comme un état de type pré-fasciste à une époque et dans un contexte international qui tendaient vers des solutions typiquement fascistes ; en d'autres termes, les solutions dollfussiennes naquirent et se développèrent à l'ombre d'un anachronisme politique.

Que l'échec de la tentative fasciste pour s'emparer du

pouvoir « *de l'intérieur* » — ou « *par le bas* » comme préféra dire Nolte — que cet échec, disons-nous, ait induit Mussolini à changer son attitude vis-à-vis des événements autrichiens, cela nous apparaît acquis. Mais cela ne fut certainement pas la seule raison du changement d'orientation italien : pendant ce temps, d'autres événements s'étaient produits sur la scène politique internationale, et dans le cercle même des signataires des « *Protocoles de Rome* ». En effet, en mai 1936, Gombos avait resserré un accord secret avec Goering, accord qui prévoyait la fascisation définitive de la Hongrie en l'espace de deux ans. 1936, fut en outre l'année de l'axe Rome-Berlin et de l'intervention conjointe en Espagne.

Il n'existait pratiquement plus de dualisme entre un fascisme « nordiste » et un fascisme « sudiste », mais il existait, par contre, une solidarité idéologique croissante dans le contexte en fin de compte européen de l'opposition fascisme-antifascisme.

Voilà, à notre avis, « *l'eau passée sous les ponts* » à laquelle Mussolini faisait allusion en 1938, quand de nombreux observateurs trop superficiels lui reprochèrent de ne pas avoir envoyé ses troupes sur le Brenner une seconde fois, à l'occasion de l'*Anschluss*.

Les mouvements néo-fascistes.

Dans l'après-guerre également, austro-fascisme et austro-nazisme se superposent et s'intègrent à tour de rôle, non plus comme deux mouvements « parallèles », mais plutôt comme deux composantes d'un même climat politique et humain.

De ces deux tendances, celle qui semble diriger le nouveau mouvement nationaliste autrichien est sans aucun doute la tendance néo-nazie, soit par les liaisons très étroites qui existent entre les groupes autrichiens et les groupes allemands, soit par l'aspiration à un nouvel *Anschluss* ; aspiration qui est commune à tous les mouvements nationalistes autrichiens, même si c'est — comme ce fut le cas dans les années 30 — avec des nuances diverses.

Il faut retenir de toute façon, que le nouveau groupement nationaliste autrichien possède un visage unitaire (sur le plan idéologique, naturellement, et non pas sur le plan de l'organisation politique) et que, aujourd'hui plus que jamais, ce serait faire preuve de byzantinisme que de vouloir opérer une distinction entre le néo-fascisme et le néo-nazisme en Autriche.

Ceci posé, passons à l'examen des différents mouvements, en avertissant le lecteur que nous nous occuperons uniquement ici des organisations les plus importantes, en laissant de côté les innombrables groupuscules qui constellent l'univers du néo-fascisme autrichien. A cet effet, nous avons gardé présentes les données fournies par Francesco Leoni dans son étude extrêmement bien documentée sur « *Les Mouvements néo-fascistes en Europe* », en les intégrant avec d'autres que nous possédions.

*
**

Les premières tentatives faites pour redonner vie à un groupement nationaliste en Autriche remontent à l'immédiat après-guerre, avec la constitution et le brillant succès électoral (16 sièges dans une période aussi défavorable que la fin des années 40) du *Verband der Unabhängigen*. La « V.d.U. » rassemblait un électorat comparable à ce qu'est en Italie l'« *Uomo Qualunque* » (l'homme de la rue), mais fut toutefois bien vite la proie de divergences et de scissions qui conduisirent à sa dissolution et à la constitution du modéré *Freiheitliche Partei Oesterreich* (mieux connu comme Parti national-libéral) et de l'extrémiste *Demokratische-Nationale Arbeiter Partei* (Parti national-démocratique des travailleurs). Le D.N.A.P. s'intégra par la suite dans le *Oesterreichische Soziale Bewegung* (Mouvement Social Autrichien) que Leoni qualifie d'« organisation néo-fasciste la plus consistante ».

En somme, le mouvement néo-fasciste autrichien s'articule aujourd'hui selon trois directions fondamentales : *sur le plan parlementaire*, le F.P.O. qui est le troisième parti autrichien et que Wiesenthal qualifie (en exagérant un peu, à ce qu'il nous semble) de « parti ultra-nationaliste et germanophile, qui représente les intérêts des anciens nazis » ; *sur le plan*

idéologique, l'O.S.B., dirigé par Wilhelm Landig, qui déploie également une intéressante action de rapports internationaux par l'entremise de son organe « *Europa-Korrespondenz* » ; sur le plan de l'activisme, l'A.N.J.O. et les autres organisations de jeunes dont nous allons parler à l'instant.

Le panorama des organisations nationales de jeunes est très vaste, grâce à la diligence des autorités autrichiennes et à leurs fameux « décrets de dissolution » ; dans les dernières années, toutefois, le Ministère de l'Intérieur semble avoir finalement compris que toute dissolution d'une organisation de jeunesse était ponctuellement suivie par la reconstitution de cette même organisation sous un autre nom, et est par suite parvenu à des résolutions plus douces, en préférant déverser ses flèches sur les seuls représentants de ces organisations et en opérant une véritable persécution de caractère individuel à l'encontre des habitués tels que Borth, Windish, Wagner, etc. Nous en parlerons plus loin.

Pour en revenir aux différents groupes de jeunesse, leur histoire commence très vite, à partir de 1945, avec la constitution de la *Heimattreuer Jugend*. Se succédèrent ensuite, avec les reconstitutions qui suivaient immédiatement les décrets de dissolution, la *Nationale Jugend Oesterreichs*, le *Bund Heimattreuer Jugend*, le *National Jugend-Korps*, et enfin en 1959 la *Arbeitsgemeinschaft Nationaler Jugendverbände Oesterreichs*.

La fondation de l'A.N.J.O. enlevait aux autorités autrichiennes — comme nous l'avons dit — tout espoir d'extirper la « mauvaise graine », et à partir de ce moment, ce qui fera les frais de la fringale antifasciste du ministère de l'Intérieur sera principalement le chef du Mouvement, Konrad Windisch, et le journal de l'A.N.J.O., « *Der Trommler* » qui sera contraint de transférer sa rédaction en territoire allemand.

A propos de l'A.N.J.O., il faut encore dire qu'elle est structurée en sections régionales dotées d'une large autonomie, sur le modèle d'organisation de la *Heimwehr*.



Il existe ensuite en Autriche de nombreuses « corporations » universitaires et d'étudiants qui ne sont pas confondues absolument avec les organisations nationales de jeunesse. Le phénomène des « corporations » est en effet un phénomène essentiellement social et de mœurs — et politique seulement de façon marginale — qui enfonce ses racines dans l'épopée antinapoléonienne des universitaires nationalistes allemands (une des « corporations » les plus actives est — symptomatiquement — celle qui s'intitule « *Germania* », c'est-à-dire la section autrichienne de la corporation universitaire allemande de même nom); en outre, les « corporations » font étalage d'un rituel néo-romantique qui n'est assurément pas celui des organisations néo-fascistes classiques. Les « corporations », toutefois, et malgré l'indiscutable filiation vis-à-vis de l'Allemagne, sont étrangement plus développées en Autriche qu'en Allemagne, même si on a récemment noté une recrudescence du phénomène dans la mère-patrie. Parmi les corporations universitaires les plus actives, outre la « *Germania* » déjà citée, rappelons la « *Teutonia* », l'« *Olympia* » (aujourd'hui dissoute) et la « *Nibelungia* ». Parmi les corporations d'étudiants, la « *Scyntia* » et la « *Gothia* ».

Parmi les organisations parallèles au mouvement néo-fasciste, il faut aussi mentionner les cercles sportifs nationalistes (et particulièrement le « *Turnerbund* » qui est l'équivalent de la *Polisportiva Fiamma* en Italie) et quelques-unes des huit associations de réfugiés regroupées dans la « *Landsmannschaften der Volksdeutschen* ».

Les associations d'anciens combattants méritent une place à part : parmi celles-ci, la plus nombreuse et la mieux organisée est l'*Oesterreichische Kameradschaftsbund*, alignée sur des positions clairement néo-fascistes. Rappelons aussi l'organisation des anciens SS « *Kameradschaft IV* » et l'organisation appelée « *Centro Europa* » (qui en son temps fut dirigée par le maréchal Kesserling et par le général italien Ugolini) qui s'occupe de l'assistance aux prétendus « criminels de guerre » encore détenus dans les prisons européennes.

Pour clore ce bref « inventaire » du néo-fascisme autrichien, nous citerons encore le S.O.R.B.E. (*Sozialorganische Ordnungsbewegung*), la section autrichienne de l'organisation alle-

mande *Bund Nationaler Studenten*, et les organisations (*Legion Europa* et *Europafront*) et les journaux (*Der Kamerad* et *Der Angriff*, entre autres) dirigée par Fred Borth.



Contrairement à ce qu'on a coutume de penser, l'influence de l'irrédentisme du Haut Adige est extrêmement faible au sein du mouvement néo-fasciste. D'un autre côté, un tel irrédentisme ne trouve qu'un point de référence bien mince dans l'action de la *Heimwehr* (on a vu l'accord Mussolini-Steidle) et un encore moindre dans la tradition de la politique national-socialiste qui fixait irrévocablement au Brenner les frontières méridionales du Reich.

Norbert Burger qui avait cherché à situer politiquement à l'extrême droite l'irrédentisme du Haut Adige, avec un *National Demokratische Partei Oesterreich* (N.P.O.) créé à son bénéfice, usage et consommation exclusifs, a été durement ramené à ses dimensions par un résultat électoral péremptoirement négatif.

Une vision, globale et exacte (en soi synthétique comme celle que nous proposons au lecteur) du mouvement néo-fasciste autrichien ne peut pas, en dernier lieu, faire abstraction d'une mise au point concernant le prétendu « terrain favorable » que le mouvement aurait rencontré en Autriche. Vers 1960, en effet, de nombreuses organisations nostalgiques de la soi-disant « Résistance internationale » ont présenté l'Autriche comme le pays où l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir présentait les caractères d'un « danger immédiat ». Or, selon les propositions fumeuses de ceux qui se réclamaient de la sus-dite « Résistance internationale », les raisons de ce « péril immédiat » étaient à chercher dans la « compréhension » que les autorités autrichiennes auraient manifesté à l'égard du mouvement néo-fasciste.

C'est assurément le contraire qui est vrai, et ce que nous avons écrit plus haut à propos des organisations nationales de jeunesse suffirait à le prouver. Pour renchérir, ajoutons que précisément à cette période — et plus précisément de 1959 à 1960 — il y eut en Autriche une bonne vingtaine de procès contre de jeunes militants ou des groupes de jeunes

militants néo-fascistes, accusés pour la plus grande part de délit d'opinion : le cas le plus retentissant nous semble celui de Helmut Weswaldi, contraint de subir quatre mois de préventive avant d'être acquitté par la Magistrature, inculpé pour avoir écrit que l'intérêt de la communauté nationale passe avant celui du particulier ; rappelons encore le « procès de la jeunesse autrichienne » (12 décembre 1960) qui vit 10 jeunes militants nationalistes condamnés à de dures peines de détention pour une série de délits allant de l'« apologie du fascisme » à la « tentative de reconstitution du parti national-socialiste ».

Nous pourrions continuer longtemps : toutes les accusations soulevées par les protagonistes des procès de 1959-60 (et pas seulement de ceux-ci) montreraient l'expression évidente d'un antifascisme que nous n'hésitons pas à qualifier de pathologique. Mais ces quelques lignes ne prétendent pas avoir un caractère polémique mais de simple documentation.

Il suffit donc de noter ici combien le facteur répressif a eu — et a aujourd'hui — un rôle notable dans l'histoire du mouvement néo-fasciste autrichien. En effet pourquoi s'obstiner à combattre des batailles « gênantes », le monde entier est un pays.

Michele RALLO.

Michel RIMET

Vers la dissolution de la famille ?

« *Le poisson commence à pourrir par la tête* », affirme un proverbe russe. Tout observateur lucide a pu récemment mesurer la véracité de ce dicton en apprenant que le Conseil des Ministres en date du 24 mars dernier avait approuvé un projet de loi du Garde des Sceaux tendant à assimiler les enfants naturels aux enfants légitimes, notamment en matière d'héritage. Ce projet dû à M. Plevin partait assurément d'une bonne intention, d'une de ces bonnes intentions dont l'enfer est pavé, dit-on : il s'agit en effet de décomplexer les enfants naturels en proclamant qu'ils sont égaux en droit et en dignité aux enfants légitimes. On a certes oublié de considérer l'envers de la médaille, à savoir qu'une telle mesure, si elle venait à être adoptée par le Parlement dans sa teneur intégrale, serait de nature à porter un grave préjudice moral au prestige de la famille légitime et à la dignité du mariage.

La famille légitime — la seule qui selon nous mérite le nom de famille — est délimitée de façon nette par des unions légales et par des liens de parenté légitime, et notamment par des liens de filiation établis dans le cadre du mariage (au moins civil, et la plupart du temps civil et religieux.) Les nouvelles dispositions, une fois adoptées créeraient des brèches importantes dans les remparts de la forteresse familiale, la rendant ainsi particulièrement

vulnérable ; elle n'avait décidément pas besoin de cela, surtout à une époque où l'esprit de famille est considérablement affaibli du fait des conditions particulièrement dissolvantes de la Société moderne !

En ce qui concerne le terme de « famille naturelle » dû aux juristes, il importe de souligner à quel point il nous semble abusif : la plupart du temps en effet la prétendue « famille naturelle » n'est pas une famille ; elle n'en est qu'une caricature. Plusieurs cas sont à envisager :

Tout d'abord il convient de considérer le cas d'un couple illégitime, vivant dans l'état de concubinage et ayant procréé un ou plusieurs enfants. Ce cas n'est pas tellement rare, mais c'est loin d'être le plus fréquent. En tout cas, c'est le seul dans lequel le terme de « famille naturelle » prend toute sa signification. Il s'agit d'une famille authentique, aussi unie a priori, aussi fortement intégrée du point de vue psychologique et moral que peut l'être une famille dont les parents sont unis par les liens légaux (religieux ou non) du mariage. Il nous semble que ce soit le seul cas dans lequel le projet de loi gouvernemental mériterait d'être pleinement appliqué. La cohésion d'un couple illégitime est d'autant plus forte et mérite d'autant plus de respect, qu'elle n'est absolument pas basé sur un statut juridique, mais seulement sur l'amour mutuel que se portent les amants. La plupart du temps cependant un enfant naturel ne connaît pas la véritable vie de famille ; il a été procréé au cours d'une étreinte de passage, et même s'il a été reconnu par son père, il vit uniquement dans la famille de sa mère, sous l'autorité directe et exclusive de celle-ci ; en général il ne connaît donc pas son père, ou tout au moins il n'a avec ce dernier que des rapports peu fréquents et superficiels. En aucun cas il n'est soumis à la poigne paternelle et ne bénéficie de sa valeur éducative. Dans cette hypothèse, qui est d'ailleurs la plus courante, comme il est aisé de l'imaginer, c'est la mère qui exerce la plénitude de l'autorité paternelle, ou plutôt parentale. Le terme de famille naturelle convient parfaitement à la famille d'origine de la mère de l'enfant. Celui-ci vit en effet au

milieu de cette famille et en contact étroit avec elle ; souvent même il y a d'autant plus d'amour et d'affection de la part de l'enfant que l'attachement que ce dernier porte à sa famille maternelle n'est pas partagée avec celle qu'il pourrait porter à la famille de son père s'il la connaissait. En retour il reçoit une affection équivalente, sincère et émouvante, nuancée de pitié. Il est donc normal de parler de famille naturelle en ce cas ; que l'enfant puisse hériter, non seulement de sa mère mais aussi des parents d'icelle nous semble tout à fait logique, car il vit en symbiose parfaite avec la famille maternelle et en subit donc l'imprégnation psychologique et morale.

La situation est tout à fait différente par contre si l'on envisage la nature des rapports de l'enfant avec la famille légitime de son père, car en ce cas il est particulièrement abusif de parler de famille naturelle. Les rapports en effet sont pour ainsi dire inexistantes : l'enfant n'entretient avec son père que des rapports sporadiques, superficiels, répétons-le. Ces rapports sont motivés la plupart du temps par la seule curiosité, et rarement par une affection de bon aloi ; quant à la famille d'origine du père, elle n'entretient, la plupart du temps, aucune relation avec l'enfant dont elle ignore bien souvent l'existence, car pour des raisons faciles à comprendre, le père cache à sa famille d'origine l'existence de son rejeton (1). Celui-ci donc, lorsqu'il vient se présenter devant les enfants légitimes de son père, lors du décès de ce

(1) Il y a évidemment des exceptions : nous nous souvenons qu'en 1957, au moment des événements dramatiques d'Afrique du Nord, certains journaux régionaux, parlant du Général Boyer de la Tour, gouverneur général de France au Maroc, reproduisaient une photo de celui-ci au milieu de sa famille : parmi ses nombreux enfants, figurait un jeune lieutenant de l'armée française, fils naturel du général et d'une marocaine. Pareille photo nous avait quelque peu amusé à l'époque et aurait certainement fait scandale en France dans les milieux de la Bourgeoisie ou de l'Aristocratie, dits « bien-pensants », mais à pareille époque, et surtout au Maroc, dans le contexte patriarcal et polygamique de ce pays, pareil spectacle semblait tout à fait normal.

dernier, fait évidemment figure d'intrus ou d'étranger, en venant réclamer la part d'héritage qu'il estime lui être due (2)... alors que bien souvent il n'a jamais connu l'auteur de ses jours. Il convient de souligner dans cet ordre d'idées le caractère abusif, ou tout au moins dangereux, de la législation déjà en vigueur depuis longtemps, selon laquelle un enfant naturel peut prétendre à la moitié de la part d'héritage qui aurait été la sienne s'il avait été un enfant légitime de son père. Lors du décès de celui-ci, une situation dramatique peut voir le jour, car si bien souvent, les enfants légitimes ne veulent pas créer de difficultés à leur mère en réclamant la part d'héritage que la loi leur accorde sur la succession paternelle, un enfant naturel n'a pas les mêmes scrupules vis-à-vis de la veuve de son père, et n'hésite pas à faire mettre les biens du défunt sous séquestre, et ensuite à les faire vendre par voie judiciaire afin de bénéficier de sa « part ». Qu'un homme qui a procréé un enfant naturel subisse les conséquences de ses actes

(2) La situation nous semble particulièrement dramatique sur le plan moral et sentimental, car dans la succession du défunt figurent très souvent quantité de chers souvenirs auxquels les enfants légitimes sont fort attachés du fait que ce sont des témoins, impassibles, mais émouvants, de leurs jeunes années ; ces enfants considéreraient comme un sacrilège de vendre ces souvenirs ou ces meubles qui constituent, psychologiquement, un lambeau de leur enfance et de leur adolescence. Par contre cet intrus, cet étranger qu'est l'enfant naturel n'hésitera pas à faire vendre ces biens qui n'ont assez souvent qu'une faible valeur marchande, et qui ne représentent pour celui-ci aucune valeur sentimentale.

Abstraction faite des préjugés, souvent injustes, dont sont victimes, socialement, les enfants naturels, nous pensons qu'ils ne sont pas du tout à mettre sur le même plan, dans l'affection que leur porte leur père, que les enfants légitimes de celui-ci ; ils ne sont liés à lui que par le sang et échappent à l'atmosphère familiale ordinaire et à sa valeur éducative ; sur le plan psychologique, moral et sentimental, ils sont pour leur père des étrangers. Or nous estimons que dans la formation d'un enfant, l'éducation paternelle et la chaude ambiance familiale jouent un rôle essentiel ; nous ne croyons pas du tout à la « Voix du sang » qui a peut-être inspiré quelques romanciers et dramaturges, mais ne correspond à rien dans la réalité.

nous paraît tout à fait logique, mais il semble abusif de faire subir à la veuve et à ses enfants légitimes les conséquences du comportement pré-nuptial du père. Cela semble particulièrement injuste, d'autant plus que la famille légitime, vu son ignorance fréquente de l'existence de l'enfant naturel, est mise devant le fait accompli. Un homme qui se marie doit avoir la franchise de mettre au courant sa fiancée de sa situation familiale, mais tous les hommes ne sont pas foncièrement honnêtes, il s'en faut. Dans la pratique, certes, il est possible à un possédant d'éviter que des désagréments de ce genre ne se produisent après sa mort, et de faire en sorte que ses propres biens soient, de son vivant, affectés par des voies plus ou moins détournées, à son épouse ou à ses enfants légitimes, mais c'est assez compliqué. La loi anglaise qui autorise un possédant à disposer de ses biens propres comme bon lui semble, en les donnant à qui il veut et comme il veut, cette loi, disons-nous, est tellement plus franche et moins hypocrite que la notre ! Notre code napoléonien est un curieux mélange de l'esprit patriarcal de l'ancienne Rome et de la mentalité bourgeoise du XIX^e siècle ; de plus son caractère autoritaire s'adapte très mal au libéralisme de notre époque ; c'est la raison pour laquelle il aurait besoin d'être réformé de fond en comble.

Un enfant naturel donc peut « mettre sur la paille » la veuve de son père, laquelle est bien souvent âgée et sans grandes ressources, si le défunt n'a pas pris ses précautions de son vivant. Or le projet de loi de M. Plevin, s'il venait à être adopté sous sa forme actuelle ne ferait qu'aggraver la situation en donnant à l'enfant naturel la possibilité d'hériter de tel frère ou sœur, tante ou oncle de son père. A notre avis, il conviendrait d'apporter à ce projet de loi d'importants amendements afin d'éviter notamment que la famille légitime du père naturel ne soit lésée. C'est indispensable afin d'empêcher bien des drames.

Il nous semble abusif d'appliquer le terme de *famille naturelle* à la famille d'origine du père d'un enfant naturel, pour les raisons que nous venons d'exposer. Au

sein d'une famille légitime, il y a, pour un enfant, symétrie parfaite entre le côté paternel et le côté maternel, sur le plan des relations d'amitié, de l'affection et des possibilités d'héritage. Dans le cas de ce que le Législateur appelle improprement *famille naturelle*, cette symétrie n'existe absolument pas. Toute la responsabilité morale et civile du comportement d'un enfant naturel repose sur la mère car le père se borne à aider matériellement celle-ci par l'envoi régulier d'une rente alimentaire, afin de lui permettre d'assurer l'entretien et l'éducation de l'enfant. Ce n'est pas nous qui contesterons l'opportunité de cette aide, conforme au bon sens et à la logique, mais nous estimons que cette dette est de caractère individuel; elle ne concerne que le père, et la famille de celui-ci ne devrait absolument pas être concernée par l'existence de l'enfant, dont elle ne constitue pas la « famille naturelle » au sens psychologique et moral du terme, Il est bon de souligner qu'une famille est une *communauté d'amour*; en l'absence de liens affectifs, il n'y a pas de famille. C'est pourquoi nous estimons qu'un enfant naturel n'a de véritable famille que du côté maternel, car en ce milieu (il est bon de le souligner) il ne crée jamais de difficultés particulières, en tout cas pas plus que les enfants légitimes qu'il peut cotoyer plus ou moins fréquemment; c'est évident si la mère demeure célibataire; si elle se marie, son époux peut s'attacher sentimentalement à son enfant et même éventuellement le reconnaître ou l'adopter, le transformant ainsi en enfant légitime, mais même sans cette légitimation, l'enfant naturel ne peut guère entrer en conflit pour des questions d'héritage avec des enfants légitimes, car en pareil cas la situation est nette et franche au départ. Il n'y a pas de malentendus, pas de surprise désagréable. Le parâtre de l'enfant naturel connaît bien la situation familiale de sa future épouse.

Il est certes opportun de « décomplexer » les enfants naturels, afin qu'ils n'aient pas à souffrir d'une situation dont ils ne sont pas responsables, mais pour cela il faut attendre que les mœurs de la Société se modifient et que ses préjugés, avec tout ce qu'ils comportent d'in-

juste et d'erroné, disparaissent graduellement. Ce n'est pas à coups de textes de loi qu'on modifie des mœurs, des habitudes collectives ou des préjugés (on l'a vu d'ailleurs pendant l'Occupation, à propos de la législation sur le Marché noir). Un enfant naturel, même avec des droits égaux à ceux d'un enfant légitime, demeurera un enfant naturel, un « bâtard », pour employer le langage des imbéciles sectaires et méchants, avec tout le contenu injurieux et inexact qu'il implique. Cependant on ne le transformera pas en enfant légitime à coups de textes de loi, de même qu'on ne fera pas d'un parvenu sans éducation, un bourgeois authentique, en lui donnant les moyens matériels de se procurer une « Rolls-Royce » ou une « Lincoln ».

Il est certain que les enfants naturels ont un complexe ou un sentiment de frustration, qui risque de les handicaper, de les marquer pour la vie, surtout si l'échec inévitable de leur éducation a été aggravé par l'emprise inhibitrice d'une mère abusive. Parfois dans un sentiment de révolte dû à une volonté de surcompensation, ils réussissent brillamment ; il y a eu d'ailleurs des « bâtards » de génie : Guillaume le conquérant et le mathématicien d'Alembert ont été de ceux-là ; il y en a eu bien d'autres. Cependant le législateur et le sociologue ne peuvent pas raisonner sur des exceptions, mais sur des situations générales ; à notre connaissance on trouve davantage de criminels et de délinquants parmi les enfants naturels que parmi les enfants légitimes, ce qui est dû à l'éducation insuffisante qu'ils ont reçue au sein du milieu familial tronqué qui a été le leur au cours de leurs jeunes années. Il apparaît que ce sont surtout les garçons qui subissent les conséquences de l'absence d'autorité paternelle, du fait qu'à l'époque de la puberté, ils échappent bien plus facilement que les filles, à l'autorité de la mère.

La procréation des enfants naturels est donc à déconseiller vivement, du moins dans le contexte de la société actuelle. Or le projet de loi gouvernemental, s'il venait à être voté dans sa teneur initiale, ne pourrait que la favoriser, en rendant inutile l'institution du mariage, du

moins au niveau des masses ; les individus « réalistes » dénués de scrupules et de principes religieux, pourront en effet trouver plus commode de ne pas s'enchaîner dans les liens du mariage avec tout ce qu'il comporte de servitudes et d'obligations, puisque de toutes façons, leurs enfants naturels auront autant de droits que les enfants légitimes. Vive la liberté donc !

*
**

Le projet de loi Pleven ne fait qu'accélérer l'évolution de la Société vers l'anarchie sexuelle et la disparition de la famille, dont les sociologues disent que c'est un des piliers de la Civilisation. L'état final d'une telle évolution, c'est le communisme des femmes et des enfants, tel qu'il est préconisé par Platon dans « La République ». On songe aux haras humains réalisés sur une petite échelle dans le Reich hitlérien. Est-ce là la « nouvelle société » voulue par M. Chaban-Delmas ?

Dans l'immédiat cependant on peut prévoir qu'il n'y aura pas grand changement dans le haut de l'échelle sociale, où le mariage continuera d'être respecté et où l'on continuera d'appeler « enfants naturels » les enfants conçus en dehors de toute union légale, avec tous les préjugés, injustes ou non, qui s'attachent à ce terme.

Nous trouvons particulièrement aberrantes les dispositions du projet de loi concernant les enfants adultérins :

Des femmes mariées, frivoles, pourront avoir des relations sexuelles avec plusieurs hommes, en concevoir un enfant, et dans l'hypothèse du doute concernant la paternité de l'enfant, cette femme pourra demander non une *pension* (comme dans le cas d'un enfant naturel), mais des *subsides* (les juristes ont parfois des subtilités étonnantes !) aux différents hommes avec lesquels elle aura eu des rapports, si elle peut apporter la preuve juridique de l'existence de ceux-ci. Ce sera une forme de prostitution couverte par la loi ; quant au mari, il

pourra, s'il est assez malin, exercer le plus légalement du Monde, le métier de souteneur ! Sans commentaires !

C'est probablement le souci d'assurer la dignité des enfants naturels et adultérins qui a guidé le Garde des Sceaux dans l'élaboration de ce projet de loi. Malheureusement la dignité s'accompagne souvent d'hypocrisie sociale ; c'est l'envers de la médaille !

De plus ce projet Pleven porte la marque d'une dégradation inquiétante : on sait en effet qu'en matière de droit « la paternité ne se divise pas » ; dans les procès en recherche de paternité, un homme ne peut être considéré comme un « demi-père » ou un « quart de père » en fonction du doute qui pèse sur lui, et avoir, de ce fait, à payer une demi-rente ou quart de rente. Un homme est le père d'un enfant ou il ne l'est pas. Comme en Physiologie nerveuse, c'est la loi du « tout ou rien ». Il n'y a pas de demi-mesure !!! Un père présumé peut être condamné par un tribunal à verser une pension normale ou à ne rien verser, à l'enfant naturel de la demanderesse.

Le texte de loi précité est donc de nature à créer un précédent puisqu'il prévoit que dans le cas où il y a doute sur la paternité de l'enfant adultérin, la mère pourra demander des subsides à tous les hommes avec lesquels elle aura eu des rapports intimes. Ces dispositions sont même de nature à détruire la famille naturelle ; un tel processus est une sorte d'escroquerie morale autant que financière et un genre de prostitution à la fois.

Le caractère égalitaire du texte de loi cache mal des préoccupations démagogiques ; en nivelant toutes les valeurs, il porte gravement atteinte au prestige de la famille légitime. L'égalitarisme est une fausse justice, une fausse équité ; on ne le dira jamais assez ! De plus une politique qui tend à mettre sur le même pied le concubinage et le mariage, n'est guère de nature à encourager la pratique de la vertu ! Qu'un texte de loi aussi aberrant ait pu être adopté à la majorité par un

Conseil des Ministres n'étonne peut-être pas beaucoup l'ensemble de nos concitoyens, habitués au spectacle d'une société amoralisée qui a perdu tout sens de l'effort et tout sentiment de l'honneur. Espérons toutefois — pendant qu'il en est encore temps — que les Parlementaires apporteront au texte initial d'importants amendements afin que le caractère nocif d'un tel projet, disparaisse en grande partie.

Michel RIMET.

Simone Weil après Vatican II

Au contraire de Teilhard de Chardin, Simone WEIL n'a pas été, semble-t-il, annexée par les divers transformismes des temps post-conciliaires. Son attitude philosophique si réticente devant Dieu n'a pas été citée en exemple. Son nom n'a pas été invoqué pour justifier par un précédent de qualité les critiques dirigées contre Rome. Cela est d'autant plus étrange qu'elle n'a pas fait mystère des raisons pour lesquelles elle s'est tenue si longtemps au seuil de l'Eglise, sans vouloir y pénétrer : à cause précisément de ce qu'était l'Eglise du XX^e siècle de ses dogmes, de ses impératifs, de son attitude à l'égard du monde. N'écrivait-elle pas dans « La Connaissance surnaturelle » (1) : « De toute manière, il faut une nouvelle religion. Ou un christianisme modifié au point d'être devenu autre, ou autre chose » : voilà qui ressemble singulièrement aux propos de maint prêtre contestataire. De même, son hésitation devant le baptême : née dans une famille juive, agnostique, nourrie d'une doctrine humaniste rien moins que catholique, elle a souhaité le baptême sans se résoudre à le demander, parce qu'elle rejetait un certain totalitarisme apostolique et romain, parce qu'elle réfutait l'enseignement traditionnel de l'Eglise, parce qu'elle avait dénombré les obstacles qui la maintenaient à l'écart du chemin et parce que, surtout, passer même sur des détails.

(1) Gallimard (1950).

elle était infiniment trop intransigeante, trop intègre pour
 Certains théologiens estiment qu'elle peut être considérée
 comme ayant reçu le « baptême de désir », c'est-à-dire ayant
 été baptisée de droit sinon de fait, encore que les conditions
 canoniques n'aient pas réellement existé, notamment l'impos-
 sibilité matérielle : Simone WEIL s'était trouvé fréquemment
 en contact avec des prêtres, des religieux et elle avait
 suffisamment confronté sa pensée avec la doctrine qu'ils lui
 exposaient pour avoir été à même, en un moment quelconque,
 de décider d'être baptisée. Un croyant, sans nullement solli-
 citer les faits, peut sincèrement penser qu'elle aura été
 considérée par Dieu, bien avant sa fin, comme ayant adhéré
 à l'Eglise du Christ.

Pourtant, la pierre de touche est là, et son Credo personnel
 tel qu'elle l'énonce (1) montre le décalage entre son raison-
 nement et la soumission à l'institution divine que suppose
 toute croyance. « Je crois en Dieu, à la Trinité, aux ensei-
 gnements de l'Évangile, à l'Incarnation, à la Rédemption,
 à l'Eucharistie ». Où donc se trouvent les divergences ? Sans
 doute la réponse est-elle contenue dans ces remarquables
 et émouvants ouvrages que sont avec « La Pesanteur et la
 grâce » (2), « Attente de Dieu » (3) et « Pensées sans ordre
 concernant l'amour de Dieu », — les trois titres constituant
 le sommet de son œuvre écrite —. Car elle y explique comment
 elle en est venue à se désintéresser de Dieu « parce qu'elle
 ne le connaît pas » et comment cependant ce Dieu si lointain,
 si incessible aux émois terrestres, elle en ressent intégralement
 l'existence, non pas la présence dans la création mais par
 la faculté qu'il a donnée à la créature de laisser une partie
 de son âme s'ouvrir — elle dit « s'éveiller » — à la foi.
 Ainsi explique-t-elle Dieu — Dieu si loin ! — et la grâce.
 C'est le choix de la porte étroite, non plus la pratique des
 vertus nécessaires pour mériter le regard du Seigneur, mais
 la puissante rigueur spirituelle de qui s'avance à pas lents
 à travers les déserts de l'angoisse, à travers les déserts de
 l'absence.

(1) « Pensées sans ordre concernant l'amour de Dieu », Gallimard (1962).

(2) Plon (1948).

(3) La Colombe (1950).

Cette extraordinaire leçon d'humilité, on comprend que peu en acceptent la discipline, en rejettent la seule idée et que beaucoup s'en écartent prudemment, parmi ces tenants d'un modernisme qui dénature la substance immatérielle de la foi en Dieu. Car ce qu'exige Simone WEIL, c'est une foi absolue : on ne peut appeler autrement le mouvement de son âme vers la transcendance.

C'est pourquoi sans doute elle est si rarement citée et même si résolument écartée en ces temps d'après Vatican II ; ce concile dont elle eût probablement approuvé le principe et qui l'eût non moins probablement vite trouvée sur la réserve, elle qui, témoin implacable, réclamait une sainteté nouvelle. Une sainteté nouvelle : voilà bien évidemment ce qui l'a fait tenir en suspicion. Et quel exemple, difficile à oublier, que celui de cette vie ardente, jointe à une œuvre qui fait pareillement éclater aux yeux de tous son désintéressement, son abnégation, son effacement. Or, son ouverture au monde fut totale. A sa façon, elle a vécu une expérience comparable à celle des prêtres ouvriers et elle l'a conduite à l'extrême limite de ses forces et de ses possibilités ; elle s'est engagée entièrement dans la participation personnelle à la condition des plus humbles salariés, elle s'est intégralement soumise à la pauvreté des plus déshérités. Tout cela, qui est connu, ne l'a pas empêchée, bien au contraire, de proclamer bien clairement que la hantise du progrès conduit tout droit à l'athéisme, au matérialisme dans ce qu'ils ont de plus écrasant pour la créature. Antimoderniste parce qu'elle craignait que les évolutions non contrôlées entraînaient un recul de la foi et fissent apparaître le spectre de l'apostasie, comment aurait-elle pu être acceptée, tolérée par les fanatiques de la mort de Dieu ?

Loin de se noyer, de se dissoudre dans ce monde qui pourtant l'attirait par tout ce qu'elle y trouvait à transformer ou soulager, elle s'est préservée miraculeusement par une extrême pureté, un acharnement incessant à assumer les risques de perdition qui menacent le monde, afin de les dominer et de les asservir à sa seule soif d'absolu. Il faut le répéter encore, sans craindre d'insister trop : cette passion de l'absolu est une des composantes majeures de l'œuvre de

Simone WEIL, de sa vie, autant dire de son itinéraire spirituel. Comme il a fallu qu'elle soit équilibrée par tant de vertu profonde pour mener ainsi au seuil de la découverte suprême cette réflexion dont elle faisait son unique aliment ! A ce titre, il est bien permis de parler d'héroïsme, à propos de ce témoin exceptionnel, de notre âge et des épreuves qui l'ont bouleversé.

« L'objet de l'obligation, dans le domaine des choses humaines, est toujours l'être humain comme tel. Il y a obligation envers tout être humain, du seul fait qu'il est un être humain », a-t-elle écrit. De fait, de ces puissantes richesses qui entretenaient en elle un feu ardent et qui ne demandaient qu'à jaillir en gerbes scintillantes, elle a nourri une pensée qui était d'abord de charité, ce qui en langage chrétien se dit amour. La liaison était peut-être malaisée entre cet élan, ce mouvement spontané, et l'action à mener au niveau de ses semblables : on sait comment elle a su, en y donnant sa vie, concilier ce double désir de transparence et d'absolu, tellement incompatibles avec la dureté d'une époque qui rejetait si facilement toute tolérance, toute miséricorde.

*
**

Qui songe encore que cette âme dominée par la recherche de l'immanent fut, en partie tout au moins, formée par l'enseignement d'un esprit libre et détaché, rationaliste délicat, ironique souvent et généreux toujours, Alain, qui fut son professeur de philosophie ? Quelle distance, d'une pensée à l'autre, quel abîme ! Pourtant jamais sous la plume de Simone WEIL son maître n'est apparu autrement que sous les espèces de l'éveilleur d'esprits, le singulier curieux qu'il fut pour quelques-uns, avec cette humaine sagesse que son élève, qui ne fut pas la préférée, mais particulièrement estimée, jugeait très « tonique ». L'expression peut étonner, de la part de cet être écorché, qui ne devait plus prétendre qu'au renoncement définitif à soi-même, l'effacement silencieux afin de n'être plus qu'une créature aux mains de son créateur, un objet de cristal offert à la lumière, lumière dont elle attendait la révélation suprême, vive et nue. Que l'on se

souvienne que le premier des témoignages de la miséricorde divine était, selon son jugement, « les faveurs de Dieu aux êtres capables de contemplation ».

Encore un mot difficilement prononçable pour certains, pour ceux-là qui ne sauraient plus s'exercer — à supposer qu'ils en fussent encore capables ! — au dépouillement, à la compassion intégrale, à l'humilité définitive qui définissent l'attitude de Simone WEIL devant la question de la foi et de l'amour de Dieu. « Les erreurs de notre époque — écrite elle encore — sont du christianisme sans surnaturel. Le laïcisme en est la cause — et d'abord l'humanisme ». Combien sommes-nous loin ici des palinodies progressistes, car « il ne dépend pas de nous de croire en Dieu, mais seulement de ne pas accorder notre amour à de faux dieux ». Or les faux dieux pullulent nul ne l'ignore depuis les déviations et les débordements de tant de cœurs exaltés, finalement égarés. Et pourtant, ils ne songent même pas à se couvrir de ces hésitations qui retenaient devant les sacrements l'agrégée de philosophie passée par l'usine : « Serait-il honnête, avec de telles pensées, de songer à entrer dans l'Eglise ? Ne vaut-il pas mieux supporter la privation des sacrements ? » Scrupule non feint, non vain ; interrogation lucide et brutale ; refus de toute concession : en bref, une fois de plus, exigence rigoureusement déduite et fermement articulée d'une âme forte qui ne se paie pas de mots. Mais rien n'est fait, dans cette réflexion vivante, pour les faibles et les dénigreur : Simone WEIL est d'une autre trempe, d'une autre dimension. Elle ne hait point, elle ne rejette rien : elle balaie la foi des faibles, des ingrats et des timorés, de ceux aussi qui s'imaginent qu'il est possible de faire entrer Dieu dans un cadre, fut-ce le cadre à demi-calciné d'une porte incendiée, faute d'avoir su en trouver la clef.

Chez elle, rien de plus net que la ferveur, la force décuplée à l'appel de son nom, à la poursuite du bien. Lorsque cela aura été bien compris, on pourra lire en toute quiétude (ce qui ne signifie pas : sans trembler d'émotion et souvent d'angoisse), des livres comme « La condition ouvrière », « La source grecque », « Oppression et liberté », « Ecrits de Londres et dernières lettres », « Ecrits historiques et

politiques » (1) et d'autres encore. On y trouvera maint argument qui pourrait servir d'épigraphe aux plus audacieuses gloses sur les schémas de Vatican II. On y découvrira plus certainement le témoignage et la leçon d'une irrépressible et infiniment lente montée vers Dieu, à travers les pires vicissitudes, car :

« Aucun événement n'est une faveur de Dieu : la grâce seule. »

La grâce, seule...

W. P. ROMAIN.

(1) Gallimard, coll. Espoir.

Réveil de l'opposition nationale Britannique

Ce qu'il est coutume d'appeler la victoire des Alliés en 1945 marqua paradoxalement le début de la régression de notre voisin d'Outre-Manche. Un abandon généralisé de ses possessions d'Asie et d'Afrique, une récession économique régulière, des crises sociales de plus en plus vives, une pénétration étrangère très importante, des mouvements séparatistes fortement implantés, un déchirement de l'opinion au sujet de l'entrée du pays dans le Marché Commun, l'impuissance des trois grands partis traditionnels à résoudre ces maux, telle est sommairement la situation générale d'une nation qui était encore la plus puissante du monde voilà à peine un siècle. Le Royaume-Uni se porte mal, c'est le moins que nous puissions dire.

L'ère victorienne a vécu, celle des mythes démocratiques, de la fausse tolérance et des libertés artificielles lui a succédé. Cette pente est-elle irréversible? Il y a quelques années encore, nous pouvions le croire. En 1964, date du retour au pouvoir des travaillistes, le courant n'avait fait que s'accélérer dans cette voie dangereuse. Néanmoins, depuis 1968, deux éléments prometteurs sont réapparus dans la vie politique de cette nation. Il s'agit d'une part de la création d'un mouvement nouveau, le Front National (« National Front »), et de l'autre, de la montée d'un homme jusque là inconnu

des Français, membre important du Parti Conservateur, député de surcroît, Enoch Powell. Quelles sont leurs caractéristiques ? Ont-ils une chance d'arriver à leur fin ?

Le Front National.

Ce que l'on appelle l'extrême-droite était représentée jusqu'en 1968 par plusieurs groupements qui, avec des idées similaires, n'en agissaient pas moins chacun de leur côté quand ce n'était pas les uns contre les autres. Il en était ainsi de la Ligue des Loyalistes de l'Empire (League of Empire Loyalists) d'Arthur Chesterton, du Parti National Britannique (British National Party) d'Andrew Fountaine, et du Mouvement pour une plus Grande Bretagne (Greater Britain Movement) de John Tyndall.

Face à un malaise grandissant, à l'impuissance des tenants du pouvoir et des oppositions classiques viciées à la base, se rendant compte que leur lutte en ordre dispersé était stérile, les dirigeants de ces trois mouvements patriotiques se rencontrèrent donc en 1968 pour mettre au point un programme commun, et se battre par conséquent sous une même bannière. A l'issue de plusieurs contacts, et étant parvenu à un accord, le Front National fut fondé.

Implanté dans toutes les grandes villes du Royaume-Uni, le mouvement compte d'ores et déjà, au bout de deux ans d'existence, plus de quinze mille adhérents. De plus, trois journaux l'épaulent, à savoir : l'hebdomadaire « *Candour* », publication intéressante pour les éditoriaux de M. Chesterton, « *Spearhead* », magazine mensuel illustré, fort bien fait, incisif, qui va droit au but, et « *Combat* ». Ce sont ses organes de presse.

Le Front, qui n'hésite pas à descendre dans la rue, se propose d'instaurer le nationalisme. Ses objectifs sont au nombre de 13. L'indépendance nationale et une politique raciale en sont les deux dominantes.

Alors que les capitalistes internationaux ont entamé les responsabilités gouvernementales de Londres, et que les communistes menacent de plus en plus l'Occident, donc le

Royaume-Uni, les animateurs du groupement estiment nécessaire de constituer une force militaire et financière propre à permettre au pays de retrouver son indépendance. De plus, des alliances devront être recherchées avec l'Europe non-communiste pour renforcer la puissance du Monde Libre. Parallèlement à cela, un gouvernement patriotique devra lutter contre l'influence malsaine des institutions mondialistes ou supranationales à l'échelon européen, tels que l'Organisation des Nations Unies et ses annexes, et le Marché Commun. Enfin, et ne voulant pas être traité éternellement en vache à lait, Londres réorganisera son aide aux nations d'Outre-Mer en fonction d'avantages stratégiques ou politiques.

Si le recouvrement de la personnalité britannique est un des buts principaux des membres du Front, le maintien de la santé de leurs concitoyens est également une de leurs préoccupations. La situation raciale à l'intérieur de l'Etat, et l'aide aux Blancs d'Outre-Mer sont donc les deux volets nécessaires à tout statu quo de l'Européen. A l'heure actuelle, plusieurs centaines de milliers de personnes originaires du Tiers Monde résident sur le territoire britannique. Originaires du Pakistan, de Birmanie, de l'Inde, de Jamaïque et d'Afrique, ces individus forment de véritables camps retranchés dans les grands centres industriels, l'Est de Londres et ses faubourgs par exemple. Ainsi, depuis quelque temps déjà, de véritables ghettos apparaissent au sein desquels vivent également des Anglais. La promiscuité, le blocage des salaires, que ces « travailleurs » engendrent, font que, pour éviter des affrontements entre les deux races semblables à ceux qui s'étaient produits en 1958-1959 dans la capitale, le Front se propose d'expulser les gens de couleur entrés dans le royaume après la promulgation du « British Nationality Act » en 1948. Cette politique devra avoir des prolongements hors du pays. Ainsi, des populations européennes établies à travers le monde devront être soutenues par tous les moyens afin de leur permettre de lutter contre le « barbarisme renaissant ».

Quels sont maintenant les hommes qui vont avoir la tâche d'effacer le présent malaise dû à l'internationalisme libéral, et d'inculquer aux nationaux la fierté et la foi en l'avenir du Royaume-Uni ?

Agé d'une soixantaine d'années, l'air décidé et posé, distingué, Arthur Chesterton, président du Front National depuis deux ans (et parent du célèbre écrivain de même nom), s'il est inconnu des Français, ne l'est pas de ses compatriotes. En effet dès les années 1932-1934, il fut un des adjoints de Sir Mosley à l'Union Britannique des Fascistes (British Union of Fascists). Formé à la rude école, il en a gardé les traits caractériels. Néanmoins, plus traditionaliste que fasciste, voulant construire quelque chose de national, il se sépara de son chef lorsque celui-ci fonda dans l'après-guerre le Mouvement d'Union (Union Movement), en lançant à la même époque la Ligue des Loyalistes de l'Empire qui compta rapidement plus de 10.000 membres répartis dans tout le Commonwealth. Journaliste remarquable, il collabora à plusieurs journaux dont le « *Sunday Express* », fonda le « *London Tidings* » puis en 1953 « *Candour* », et écrivit plusieurs livres dont « *New unhappy lords* », et en 1954 « *Beware the Money Power* » (« Attention à la puissance de l'Argent »). Actuellement, M. Chesterton est considéré comme l'un des douze meilleurs orateurs britanniques.

M. Fountaine, lui, par contre, a eu un passé politique plus hétéroclite et mouvementé que son chef. Aujourd'hui âgé de 51 ans, grand, ambitieux, énergique, ce riche propriétaire terrien du comté de Norfolk partit se battre durant la guerre civile espagnole aux côtés des phalangistes. Les tourmentes du deuxième conflit mondial passées, il adhéra au Parti Conservateur qui le présenta même comme candidat au cours d'élections législatives. Mais ce revirement ne dura pas. En effet, il créa en 1955 le Parti National Travailleuse (National Labour Party), en 1956 la Ligue de Défense des Blancs (White Defence League), et en 1960 le Parti National Britannique. En 1961, il tenta d'organiser une réunion en vue de rassembler les membres de l'Internationale de Malmö fondée en 1951. Ce fut un échec, le gouvernement conservateur ayant refusé de délivrer les visas aux invités du continent. La même année, il participa également à l'appel qui fut lancé en faveur de la libération de Rudolph Hesse, ce pacifiste devenu criminel de guerre en vertu du jugement « démocratique » des Alliés. Sachant cela, nous serions tentés de croire que l'incarnateur de ce nationalisme dur n'a jamais eu aucun

rayonnement. Pourtant, lors des élections générales de 1964, un de ses adjoints obtint 8 % des voix dans une circonscription ouvrière de la banlieue londonienne !

M. Tyndall, le teint blond, benjamin de l'équipe dirigeante, milita au Parti National Travailleuse, devint ensuite un des responsables du Parti National Britannique, adhéra en 1962 au Mouvement National-Socialiste qu'il quitta deux ans plus tard pour former le Mouvement pour une plus Grande Bretagne, ne voulant ni d'idées trop calculées sur celles qui avaient été en vogue un quart de siècle auparavant en Allemagne, ni du folklore de Colin Jordan.

Quel est l'avenir du Front National ? Deviendra-t-il l'équivalent outre-Manche, avec sa personnalité bien entendu, de son homologue italien, le Mouvement Social Italien, ou ouest-allemand, le Parti National-Démocrate ? Fera-t-il mieux qu'eux ? Seul le futur nous le dira, les prochaines élections législatives auxquelles il veut participer, en l'occurrence. Néanmoins, la volonté d'avoir voulu s'unir prouve irréfutablement que les nationalistes du Front, malgré des nuances internes inévitables, sont décidés à rentrer dans la bagarre en force. Le bilan de deux ans d'existence s'avère prometteur pour la formation de M. Arthur Chesterton.

L'autre élément, différent celui-là, qui est intéressant à noter se rapporte à un homme, Enoch Powell, qui, s'il subit des réserves de la part du Front National, présente quand même des points positifs.

Enoch Powell.

Depuis quelque temps déjà, cet homme politique anglais a la vedette de l'actualité. Sa renommée s'étend non seulement dans son pays, mais également dans le monde.

D'ascendances galloises, né à Birmingham en 1912, M. Powell fut au début de sa vie professeur de grec, et traducteur de classiques grecs. Plus tard, après la deuxième guerre mondiale, il se lança dans la politique. Elu en 1950 député conservateur de la circonscription de Wolverhampton South West, dans le Staffordshire, il n'a pas cessé depuis d'en être

le représentant au Palais de Westminster. Auteur parallèlement de plusieurs ouvrages se rapportant à la vie publique, dont « Freedom and Reality » (« Liberté et Réalité ») and « Income tax at 4'3 in the L » (« Impôt sur le revenu à 4'3 la livre ») (1), s'étant vu consacrer dernièrement un livre important « Enoch Powell, the man and his thinking » (« Enoch Powell, l'homme et sa pensée »), il devint très rapidement un personnage dans le parti des tories, au sein duquel il fut ministre, de la Santé notamment, avant d'être admis dans le « cabinet fantôme » de M. Heath. Est-ce pour cela que la presse s'est emparée du cas Powell ? Non bien sûr, et il est même à remarquer que le gouvernement de M. Wilson en est la cause.

En avril 1968, pour des raisons diverses, le pouvoir travailliste déposa une loi, le « Race Relations Act », qui est supposée interdire toute discrimination vis-à-vis des gens de couleur établis dans le royaume de Sa Gracieuse Majesté Elizabeth II. « C'est une loi destinée à aller loin », disait Pierre Hofstetter dans « Découvertes » de décembre 1968, et d'ajouter : « Discriminer, dit Larousse, signifie distinguer, discerner. Désormais, il est dangereux de le faire en Angleterre. Dire de M. Wilson qu'il est un incapable, passe encore, mais démontrer, statistiques en mains, qu'Antillais et Asiatiques sont responsables de l'augmentation des maladies vénériennes et du trafic de stupéfiants, c'est discriminer. Le mot Blanc lui-même dégage désormais une arrière-pensée raciste. Cela est si vrai qu'un restaurateur du Cheshire, nommé White (Blanc), a eu des ennuis pour avoir choisi comme enseigne de son établissement : « L'Auberge à Blanc ». Telle est la situation dans laquelle se trouvent nos voisins britanniques. Néanmoins, plusieurs députés se sont élevés contre le projet insensé du Premier Ministre ; parmi ceux-ci un a persévéré dans cette voie : il s'agit bien sûr d'Enoch Powell qui, lors du dépôt de cette motion, a protesté vigoureusement, allant même jusqu'à s'écrier qu'une partie des immigrants devraient être rapatriés, ajoutant par la même occasion... dans de bonnes conditions. Aujourd'hui, il continue toujours ce combat, qu'il a payé cher auprès des bonzes de son mouvement, puisque ces derniers l'ont exclu du « cabinet fantôme » pour bien montrer leur désapprobation vis-à-vis de

tels propos. M. Heath dit même dernièrement que M. Powell faisait plus de mal que de bien à un parti comme le sien ! Avec relativement peu de partisans au Parlement, nous serions tentés de croire que ce rebelle à l'ordre établi se trouve plus qu'isolé. Il n'en est rien. Si le pays légal lui est hostile, le pays réel lui est très favorable. Lors de ses premiers discours, sur le problème racial, M. Powell déchaîna en sa faveur un courant de sympathie fort puissant. Nous nous souvenons tous de ces manifestations, des dockers, des ouvriers, qui par milliers apportèrent leur soutien massif, en descendant dans la rue, à celui qui avait osé dire tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas. Une promiscuité pénible à supporter, des salaires bloqués, l'insécurité dans les villes passée une certaine heure le soir, tout cela fit que le mécontentement éclata : M. Powell en fut la catalyse. Très populaire donc auprès des gens pauvres, traditionnellement travaillistes, bénéficiant de plus d'un certain soutien auprès des petits cadres du Parti Conservateur, on parle de lui comme d'un futur Premier Ministre. A ce sujet, notons, une fois n'est pas coutume, ce propos de bon sens énoncé par « *Le Monde* » du 11 mars dernier : « Sans être approuvé par le Parti Conservateur, M. Enoch Powell n'en représente pas moins une tendance fort populaire en Grande-Bretagne, tendance qui trouve des partisans non seulement chez les conservateurs, mais aussi chez les travaillistes ». D'autre part, celui que beaucoup souhaiteraient voir au 10 Downing Street a amplifié son action en tenant des réunions de plus en plus nombreuses à travers tout le pays, et ce devant des auditoires importants. Quelques-uns de ses thèmes : maintien de l'intégrité de la nation face aux séparatismes régionaux, défense de l'économie libérale, de la libre entreprise, de la dénationalisation, hostilité à « l'aide à l'étranger » sous sa forme actuelle, au Marché Commun et également à la peine de mort (ce qui n'est pas le cas de la droite britannique en général). Grand orateur, M. Powell est impressionnant moins par l'éloquence que par le style clair et cultivé qu'il manie avec art.

Pour la première fois depuis cinq ans, les mouvements classiques sont débordés par le courant powelliste. Plus national que travailliste, conservateur ou libéral, rejeté par les dirigeants de son parti, critiqué par ceux des oppositions,

approuvé par la « base » du peuple britannique, possédant des dons d'orateur, vu par certains comme un futur Premier Ministre, telles sont les caractéristiques d'Enoch Powell, telles étaient aussi celles de Sir Mosley avant sa rupture avec les travaillistes en 1930. Pourtant, celui qui était le chef de la défunte Union Britannique des Fascistes a échoué dans sa conquête du pouvoir, alors qu'il bénéficiait en plus de grands moyens financiers grâce à sa naissance et à ses deux mariages. Est-ce à dire que celui que « *Le Monde* » (au double visage) range dans la catégorie des « racistes impénitents » ne réussira pas, lui qui ne peut compter en tout et pour tout que sur ses appointements de député et d'ancien professeur ? Nul ne peut l'affirmer. Quoi qu'il en soit, ce représentant au Parlement possède aujourd'hui des atouts. Saura-t-il les utiliser ? En attendant, l'immédiat se révèle prometteur. M. Powell et le Front National par la même occasion viennent en effet de marquer un premier point, puisque le gouvernement travailliste a freiné brutalement au début du mois de mars l'entrée des immigrants de couleur dans le royaume. Les textes légaux permettant cette mesure existaient depuis plusieurs années, mais il a fallu l'apparition brutale et en force de véritables nationaux pour que l'exécutif marxiste (n'oublions pas que le mouvement de M. Wilson est rattaché à la II^e Internationale) se décide à agir dans un sens... nationaliste !

Certes, des considérations électorales ont joué dans cette décision, mais il n'empêche qu'elle a été appliquée.

Ainsi, contre vents et marées, se lève outre-Manche une force nouvelle qui, malgré sa division, n'en suscite pas moins de grands espoirs. Qu'il s'agisse du groupe de M. Chesterton ou du délégué de la circonscription de Wolverhampton South West, la relève des équipes en place est dorénavant possible. Déjà, des espoirs renaissent, des yeux s'entrouvrent sur la politique malsaine des « leaders » actuels. La majorité des Britanniques ne veut plus des travaillistes, les récentes élections partielles et les différents sondages d'opinion le prouvent. Faute de mieux, il est prévisible que l'électorat amènera prochainement à la direction des affaires de l'Etat les conservateurs, les nationalistes n'étant pas encore relativement

assez puissants. Néanmoins, un fait de taille demeure : quel que soit le futur Premier Ministre, les gouvernants devront compter avec le renouveau national qui est en train de se manifester avec de plus en plus de force. Le réveil de l'opposition nationale britannique a eu lieu. Son véritable combat commence.

Jean-Yves COULON.

ADU. MUSEUMS. P.

Les quatre Occidents

Dans un article tout à fait excellent paru dans le n° 10 de « Critique Réaliste » (« L'Action Française et la question religieuse »), Philippe Le Grand a parfaitement éclairé la doctrine de Charles Maurras, antichrétien sur le plan de l'éthique, mais catholique par stratégie. Philippe Le Grand résume ainsi la position de Maurras face au christianisme : « Celui-ci est d'origine orientale mais il a été transformé, façonné par une Eglise avant tout occidentale » (donc il est nôtre). Cette idée, par son apparente logique, a séduit beaucoup d'esprits, beaucoup plus qu'on ne croit, qui d'ailleurs ne se sont pas tous dits pour autant maurrassiens. En fait, si l'on y regarde de près, cette pensée de Maurras « flotte » dans le subconscient de la plupart des nationalistes, et même de la généralité des simples patriotes des pays catholiques. Elle explique seule l'attitude complaisante envers l'Eglise d'un grand nombre de nationaux qui ne sont nullement chrétiens ni même croyants. Mais elle explique aussi, à mon sens, *l'échec politique permanent des forces nationales*, parce que cette pensée de Maurras est, sur un certain plan, une grave erreur de jugement.

Je n'ai pas la prétention d'être le premier à la dénoncer. D'aucuns de mes amis soucieux de l'avenir de l'Occident ont déjà énoncé que, les Eglises chrétiennes étant manifestement moribondes, il était absurde de lier notre

destin à des cadavres. D'autres, et c'est le cas de Philippe Le Grand, considèrent que l'Eglise, si occidentale qu'elle ait pu sembler à certaines époques, sera toujours sous l'hypothèque de ses origines sémitiques et s'orientalisera fatalement. Ni les uns ni les autres n'ont tort, mais il ne me paraît pas qu'ils aient vu exactement en quoi Maurras faisait erreur. Car cette erreur est de source ethnologique et tient tout entière dans l'imprécision du terme « occidental ». Mettons la chose au clair.

Il fut un temps où un nationalisme étroit produisait ce qu'on a fort justement appelé les « guerres civiles européennes ». C'était un excès aux conséquences fratricides. Mais il apparaît de nos jours un « nationalisme européen » qui prétend nous donner tout l'Occident pour patrie, et c'est un excès en sens inverse, dont les conséquences dépersonnalisantes seraient pour nos peuples tout aussi dramatiques.

Il est incontestable que les Occidentaux ont un certain nombre de caractères et de valeurs en commun qu'ils doivent sauvegarder ensemble. Il n'est pas plus contestable qu'ils ne sont pas « tous pareils » et qu'une notable différenciation des tempéraments et des cultures est précisément l'une des grandes richesses de l'Europe. Mais si nous voulons maîtriser notre avenir, il importe de savoir, lorsque deux « Occidentaux » ne font pas la même chose, quelle sorte d'Occidental fait ceci et quelle autre sorte fait cela. Car les Russes et les Américains sont aussi des « Occidentaux », que je sache. Pourtant l'Europe ne semble pas très gourmande de leurs panacées respectives. Et si Maurras se plaisait à voir dans l'Eglise catholique une Eglise « occidentale », qu'est-ce qui a bien pu lui cacher les vertus de l'Eglise protestante, dont personne ne songerait à dire qu'elle est moins « occidentale » que celle de Rome ? Allons, n'est-il pas évident que l'on reste ici dans le superficiel et que l'on passe avec trop d'insouciance auprès de quelques vérités capitales, dissimulées par l'esprit partisan ?

Pour comprendre l'erreur de Charles Maurras, il suffit d'ouvrir à nouveau le fameux ouvrage de George Montandon « L'Ethnie française » à la page 128. On y trouvera

le portrait de Maurras, choisi comme représentatif de la race que les anthropologues nomment « Méditerranéenne ». (Il y figure en compagnie de François Mauriac, page 121). Je n'irai certes pas dénier aux Méditerranéens le droit de se dire des Occidentaux, mais je leur dénie formellement celui de prétendre représenter *tout l'Occident*. Charles Maurras était *d'abord* un Méditerranéen, et la Religion qu'il admirait n'était « occidentale » à ses yeux que parce qu'elle était avant tout *méditerranéenne*. On comprend la logique de son erreur, conséquence de cet égomorphisme auquel échappe rarement le penseur politique. Il n'en reste pas moins que l'Eglise de Rome ne saurait être représentative de l'Occident, mais seulement d'une toute petite partie de l'Occident, celle où est implantée la race méditerranéenne. Cet « occidentalisme » ne concerne en fait et en tout que les parties centrales et méridionales de l'Espagne et de l'Italie et à peine le cinquième de la nation française, plus quelques minorités dispersées en Europe. En dehors de ce domaine ethnique particulier, les catholiques ne sont plus que des « déracinés spirituels » accrochés par erreur à une idéologie qui n'exprime pas leur psychologie profonde et qui n'a aucune chance de servir de fondement à une Europe harmonieuse.

Le fameux « Connais-toi toi-même » est aussi nécessaire aux peuples qu'il l'est aux individus. On ne peut rien construire, on ne peut se réaliser si l'on ne se connaît pas. L'Europe sombrera si elle refuse de se voir *telle qu'elle est*. Que les marxistes, progressistes, mondialistes et autres démagocrates préfèrent se boucher les yeux que de prendre conscience des réalités ethniques, voilà qui n'est point surprenant. Mais que des hommes qui se disent nationalistes et se présentent en champions de l'Occident ne veuillent pas les voir davantage, voilà qui me met en fureur. Il y a dans l'Évangile au moins une vérité que je prends plaisir à citer souvent : « Malheur à celui qui se condamne dans ce qu'il approuve ».

De quels peuples donc se compose l'Europe ? D'Anglais, d'Allemands, de Français, d'Espagnols, d'Italiens ? Que nenni ! Ces nationalités modernes sont à peine sorties des

langes. Il faut certainement quatre ou cinq millénaires pour que se précise une psyché collective. L'âme de nos peuples prend sa source dans le berceau même de l'Histoire. Depuis les brumes préhistoriques, l'Europe est tenue par quatre grandes races : les Nordiques, les Subnordiques ou Dinariques, les Alpains et les Méditerranéens, soit deux races blondes et deux races brunes. Les Nordiques ont produit les *Germaines* ou Scandinaves, puis, par fusion avec une race mongoloïde, les *Slaves*. Les Subnordiques, fusionnant avec les Alpains, ont produit les *Celtes* ou Gaulois. Enfin les Méditerranéens ont produit les Ibères ou *Latins*.

Germaines, Slaves, Celtes, Latins, voici les *vrais peuples* de l'Occident, aux psychologies fondamentalement différentes et sur bien des points opposées entre elles. A chaque fois que l'un d'eux a voulu s'imposer aux trois autres, l'Europe a saigné *pour rien*, et cette utopie semble heureusement abandonnée de nos jours, sauf peut-être incomplètement par les Slaves soviétiques, derniers venus sur la scène de l'Histoire. Mais ce serait remplacer cette chimère par une autre que de vouloir confondre tous les Européens. Nous ne sommes pas identiques, loin de là, et chacun de nos grands peuples doit s'épanouir selon ses propres voies, dans l'intérêt même de la civilisation. Il convient d'harmoniser des personnalités diverses et non de les enfourner dans le même moule sous prétexte d'« union sacrée », que ce moule soit la Sainte Eglise de Maurras ou quelque autre chose. Ne pas admettre cela, c'est perdre toute chance de sauver l'Occident.

Tous les faits idéologiques de l'Histoire sont en réalité des faits *ethnologiques*, et doivent être comme tels restreints à l'ethnie qui en est la source. C'est pourquoi toute idéologie à prétention universelle est grosse de catastrophes, et peu importe qu'elle se dise chrétienne, marxiste ou autre chose. Elle ne peut en effet aboutir qu'à l'une ou l'autre de ces deux formes également destructrices : ou bien elle est vraiment universaliste et elle produit la disparition des caractères et des identités dans le nivellement grégaire et robotique, ou bien son universalisme reste intentionnel sans qu'elle réussisse à se cou-

per de ses racines ethniques, et elle n'est plus alors que le fer de lance d'un impérialisme qui prétend imposer à tous la culture, les idées et les mœurs d'un seul peuple. Ce dernier cas est évidemment le plus fréquent, pour ne pas dire qu'il est la règle, car la nature est tenace et les internationalistes, si sincères qu'ils puissent être parfois, ne parviennent pas à dépouiller si aisément le génie du peuple dont ils sont issus.

Il est donc aujourd'hui indispensable d'examiner d'un œil neuf l'Histoire de l'Occident et les vastes mouvements qu'elle dessine lorsqu'on la contemple d'assez haut.

Le premier constat qui s'impose à l'esprit est celui-ci : Les quatre principales races historiques dont je viens de faire état ont tour à tour tenté de gouverner l'Europe entière et ont toutes les quatre échoué, en ce sens qu'elles n'ont pas engendré, malgré des succès parfois spectaculaires, une Nation Europe durable.

Ce furent d'abord les *Celtes* qui, voici environ vingt-deux siècles, tinrent toute l'Europe, de l'Irlande à l'embouchure du Danube. A noter qu'ils s'abstinrent de créer un empire centralisé autant que de produire une religion ou idéologie réputée universelle.

Vinrent ensuite les *Latins*, avec l'empire romain centraliste. Dans le domaine idéologique, l'empire fit d'abord porter ses efforts sur le syncrétisme arbitraire et systématique de toutes les religions des peuples absorbés (ce qui était les dénaturer toutes) puis adopta le christianisme comme doctrine unique et l'imposa sans partage.

Les grandes invasions « barbares » instaurèrent après cela la domination des *Germaines* sur tout l'Occident. L'Empire franc de Charlemagne, puis le Saint-Empire d'Othon le Grand et de Charles-Quint furent les expressions les plus caractérisées de la tentative impériale des Germaines. Sur le plan idéologique, ils reprirent le christianisme, l'adaptèrent tant bien que mal à leur propre personnalité, puis l'imposèrent par l'épée aux peuples européens qui en étaient encore préservés. Mais le puritanisme germanique ne pouvant s'accommoder de la mentalité latine, et réciproquement, la naissance du protestantisme était inévitable et Martin Luther, en même temps

qu'il rendait aux Latins leur idéologie donnait aux Germains la leur. Le protestantisme allait accompagner partout les colonies germaniques : aux Etats-Unis, en Afrique du Sud ou en Australie.

Enfin se manifestèrent les *Slaves*, eux aussi impérialistes, avec les Tsars d'abord et les Soviets ensuite. Idéologiquement les Slaves tentèrent en premier lieu une adaptation du christianisme, mais c'est avec le marxisme (ce super-protestantisme) qu'ils allaient trouver leur véritable religion et le support intellectuel de leur entreprise.

Marquant la fin d'un cycle (L'armée zodiacale de 2.150 ans), l'époque moderne aura vu, en l'espace d'un siècle et demi, une récapitulation rapide et précise de ces quatre tentatives ethno-hégémoniques, de 1789 à 1945.

La Révolution Française fut le dernier avatar de l'expansion gauloise et elle marqua très fortement toute l'Europe.

Napoléon I^{er} fut le dernier des empereurs romains, et il dévoya l'énergie des armées françaises révolutionnaires tout comme les potentats de Rome avaient jadis utilisé dans leurs légions celle des guerriers de la Gaule.

Adolph Hitler déclencha l'ultime feu d'artifice de l'impérialisme germanique, en même temps que son expression idéologique la plus complète et la plus poussée.

Joseph Staline porta enfin jusqu'à ses extrêmes possibilités la domination slave. Elle n'ira pas plus loin, s'étant heurtée à l'empire germanique des Yankees comme jadis la tentative d'Attila se heurta à l'empire latin.

La boucle est achevée. Nous entrons dans une ère nouvelle et c'est peut-être, à nouveau, aux Celtes de parler. Car la leçon à tirer de ces deux millénaires peut l'être par nous mieux que par d'autres et à l'avantage de tous. Cette leçon, elle est claire : ces multiples guerres inutiles, qui non seulement n'ont pas fait l'Europe, mais nous ont amené à l'âge de la décadence, du désordre et de la confusion, ont démontré l'utopisme et l'inanité à la fois des prétentions impériales et des croisades idéologiques. L'Occident veut être *uni*, certes, mais il n'acceptera jamais d'être *uniforme*. Or, les *Celtes*, qui, au temps de leur splendeur, n'ont point fait d'empire ni exporté de

religion, semblent avoir été au plus près de la compréhension du génie de l'Occident. C'est donc peut-être à eux qu'il appartient de définir et de proposer la formule philosophique et politique de l'avenir occidental, celle qui reconnaîtra et respectera toutes les personnalités ethniques.

Ainsi donc, la pensée de Charles Maurras, si respectable à maints égards, ne s'intègre pleinement que dans une optique méditerranéenne ou latine qui ne saurait convenir ni au Gaulois, ni aux Germains, ni aux Slaves. La formule Maurras n'est pas *la* formule occidentale et la prendre pour tout l'Occident serait revenir aux anciens errements. Que l'Eglise romaine et la religion catholique soient nécessaires aux Italiens et aux Espagnols (sauf certaines minorités) c'est possible. A eux d'en juger. Mais prétendre qu'elles sont nécessaires aux Français est absurde. Elles ne sont pas conformes à leur tempérament et le catholicisme a toujours perturbé leur psychologie. Or, porter le désordre dans l'âme française, c'est gravement compromettre l'équilibre moral de l'Occident tout entier. (« Quand la France éternue, l'Europe s'enrhume »).

Le catholicisme aux Latins ! Le protestantisme aux Germains ! Le marxisme aux Slaves ! si décidément les uns et les autres ne savent trouver mieux. Les Celtes, quant à eux, ont besoin d'autre chose. N'est-il pas d'ailleurs évident que le domaine celtique (France, Irlande, Belgique, Suisse, etc.) a toujours été le théâtre de l'effervescence spirituelle, de l'affrontement entre protestantisme et catholicisme, de ces révolutions culturelles qui débütèrent avec l'hérésie pélagienne — laquelle, née dans un esprit breton, introduisit par effraction la notion de libre-arbitre dans la doctrine chrétienne — et se prolongèrent par l'anticléricalisme et la Libre Pensée ? N'en déplaise aux mânes de Maurras, le catholicisme romain n'a jamais pris racine dans l'âme gauloise, et n'a cessé au contraire d'être battu en brèche et modifié par elle.

Les Celtes s'étaient jadis créé le druidisme, mais outre qu'il en est resté peu de choses certaines (l'enseignement du Christ, il est vrai, n'est pas plus certain), la civilisation

actuelle exigerait une refonte complète de cette conception (encore qu'à l'époque de la pollution généralisée, la vénération de nos aïeux pour les arbres et les sources ne manquerait pas d'utilité).

En ce siècle des échéances capitales, les Gaulois doivent se recréer une éthique bien à eux. C'est seulement ainsi qu'ils auront chance de rééquilibrer leur propre société, et d'apporter peut-être quelque nouvelle chance à l'Occident. Le temps des hégémonies présomptueuses et des altruismes indiscrets est définitivement clos. « Médecin, guéris-toi toi-même, et tu aideras ton malade. Qu'il voie de ses propres yeux celui qui se guérit lui-même » (Nietzsche).

Pierre LANCE.

Pierre Lance est l'auteur de plusieurs ouvrages dont un essai intitulé « Le Spiritualisme athée ». Il est le fondateur de la « Société Nietzsche » et le Rédacteur en Chef de la revue « L'Hesperide — pour la renaissance de la civilisation celtique » (B.P. 253-01, Paris R.P.).

CHRONIQUE DES LIVRES

LA REVOLTE DE L'ESPRIT

On n'a guère parlé, dans la presse française, d'un livre remarquable, « La Révolte de l'Esprit », de T. Aczel et T. Meray, deux écrivains hongrois, membres du Parti communiste, et qui, pour cela même, ont vu leur talent couronné, l'un par le prix Kosuth, l'autre par les prix Kosuth et Staline.

Honorés, adulés, portés au faite des honneurs, malgré leur jeune âge (vingt-cinq ans environ), l'autosatisfaction, les profits qu'ils tiraient de leur situation avaient endormi chez eux l'esprit critique et obnubilé la faculté d'observation. Mutatis mutandis, ils étaient semblables à cette vieille dame douairière que je rencontrais dans un salon, en 1961, et qui ne tarissait pas d'éloges sur De Gaulle, trouvant que tout allait à merveille, puisque la rente montait... Pour elle, peu importait le drame de l'Algérie, puisque ses coupons étaient valorisés. Pour eux, emportés dans le tourbillon de cette vie brillante, enivrante, un peu factice, vivant dans l'atmosphère fiévreuse et frelatée du Parti, dont ils étaient les jeunes gloires, ils ne voyaient ni ne soupçonnaient, à l'époque, la contrainte physique et morale qui était imposée à tant de leurs compatriotes.

Leur confession, qui est un cri d'alarme, devrait être entendue de tous. Quant à nous, nous pensons qu'elle devrait être l'objet d'études minutieuses dans les instituts de formation politique.

Si on a peu parlé de ce livre, si on l'a étouffé sous la chape du silence, c'est très volontairement. Les consignes du Parti

trouvent partout, même chez ceux qui sont apparemment ses adversaires, des oreilles complaisantes. Il y a longtemps que nos « intelligentsias » ne cessent d'affirmer l'assouplissement, l'adoucissement du régime communiste ; de nier la réalité des camps soviétiques et de l'asservissement des peuples de l'autre côté du rideau de fer ; de glorifier le génie de l'humanité de Staline.

Farce ou cynisme ? Probablement un brouet des deux. De même qu'en France, à propos de ce que gaullistes et communistes ont convenu d'appeler « la Libération », Duclos proclamait que les communistes avaient été les plus glorieux défenseurs de la Patrie, de même en Hongrie, le Parti proclame la grandeur et le génie de Staline ; Imre Nagy pleure sur la mort de ce bienfaiteur de l'humanité, du sauveur, du libérateur de la Hongrie...

Dès la mort de Staline (5 mars 1953), l'évangile stalinien est fixé pour être enseigné :

« Le nom de Staline est infiniment cher à notre Parti, au peuple soviétique, aux travailleurs du monde entier... Le nom immortel de Staline vivra éternellement dans le cœur du peuple soviétique et de toute l'humanité progressiste. »

A Budapest, Ernő Gerő, Vice-Président du Conseil des Ministres, proclame : « Vous êtes rassemblés devant la statue du grand, de l'immortel Staline, pour rendre un hommage pieux à la mémoire de l'homme que nul n'a dépassé dans la lutte pour la liberté et l'indépendance des peuples, pour le progrès universel et la paix ».

A l'Association des Ecrivains Hongrois, le Président, Jozsef Darvas, déclare à son tour : « Nous, écrivains hongrois, prenons l'engagement de faire tout notre possible pour nous montrer dignes de celui qui nous a fait don de la boussole du discernement. Nous tiendrons cet engagement ».

Et l'on édite une anthologie à la gloire de Staline, anthologie où nos deux auteurs figurent en bonne place.

Mais Staline s'éloigne de la mort. De tous ses thuriféraires, les uns ont été liquidés, comme Béria, d'autres ont disparu dans la grande trappe de l'Histoire. Rakosi et Ernő Gerő se sont enfuis. Imre Nagy est devenu le chef de la contre-révolution et sera liquidé par les bons amis russes ; l'Asso-

ciation des Ecrivains Hongrois a été dissoute et ses membres ont connu la prison ou l'exil intérieur, correspondant à une mort lente, comme Pasternck ou Soljenitsyne en Russie.

Dans leur courageux Avant-Propos, Aczel et Meray avouent : « Les auteurs de ce livre n'ont pas été seulement des membres du parti, mais des Staliniens. Non seulement ils ont cru dans le régime, mais ils ont mis à son service toutes leurs forces et toutes leurs capacités ». Ils disent leur aveuglement, leur passion, puis la lente découverte de la vérité honteuse, abominable.

Suivons-les page à page.

Ils ébauchent un portrait du « triumvirat moscovite », venu de Moscou en 1945, dans les fourgons des « libérateurs », et dont les membres sont propulsés aux postes de direction de l'Association des Ecrivains, de direction des publications intellectuelles, et du Secrétariat Général de l'Association Hongrie-U.R.S.S.

C'est une obéissance inconditionnelle qu'ils exigent de ceux qui, étant nés et ayant vécu en Hongrie, leur apparaissent comme des déviationnistes en puissance.

Mais la dialectique marxiste porte le ver dans ses flancs : Il n'y a pas de vérité permanente et durable. La vérité a plusieurs aspects et, ce qui compte, c'est l'aspect mis en relief par le Secrétaire Général et le Comité Central du Parti, dans l'étape actuelle de l'évolution ».

Les jeunes Hongrois, qui n'ont pas la foi du charbonnier, comme les moscovites, commencent à comprendre ; mais ils ne disent rien, pas même à leur ombre. Ils savent que la vérité est toujours contingente, dépendant de la pensée du Comité Central ; ils redoutent le blâme, l'expulsion du Parti, la prison, le bagne. Ils ne doivent pas avoir d'opinion personnelle ; et s'ils en ont une, au fond de leur conscience, ils se la taisent à eux-mêmes.

C'est en 1947 que les Russes avaient amené et imposé les Hongrois moscovites. Après la mort de Staline, en 1953, les choses prirent bientôt, avec Khrouchtchev, une coloration différente. Autant, en 1947, cette jeunesse intellectuelle, dénuée d'esprit critique, avait adhéré avec enthousiasme au Parti, autant elle avait appris au cours des années, à ménager son

avenir, à dissimuler, à simuler (sauf quelques exceptions) la soumission, sachant bien que le loyalisme politique était le seul critère de l'avancement. Ces jeunes connaissent la dureté, la rigueur impitoyable des cadres du Parti, leur farouche conviction de tenir la vérité absolue. Le grand philosophe marxiste Lukács Goigy, que les jeunes admirent, en fait lui-même l'expérience : autocritique d'abord, puis emprisonnement et effondrement de la personnalité.

En 1949, c'est le procès de Laszlo Rajk, ministre des Affaires Etrangères, et de ses compatriotes. Certains sont torturés ; ils avouent tout ce que l'on veut et sont pendus. Puis ce fut le tour de beaucoup d'autres : on trouve toujours des Fouquier-Tinville pour hurler à la mort et tenter ainsi de sauver leur peau ! Revaï, philosophe lui aussi, grand lettré, mais forcené, fut de ceux-là. C'est lui qui proclamait : « Quant à nous, voici notre morale et notre humanisme : ce n'est pas de la pitié que tu dois avoir pour l'ennemi, mais de la haine, et ton devoir est de l'anéantir ». Il refusait toute indépendance à l'écrivain :

« Le goût et le jugement de l'écrivain peuvent être contraires aux intérêts et au jugement du peuple, de l'Etat, du Parti. Ce n'est pas le peuple et l'Etat qui doivent se conformer au goût de l'écrivain et à son jugement, mais le contraire. »

C'est ainsi que nos jeunes intellectuels assistent, tout au cours d'une longue soirée, à la mise en accusation d'un grand romancier hongrois, Dery, dont ils admiraient tous le talent, par l'implacable Revaï qui lui reprochait de ne pas faire de ses personnages des propagandistes du Parti.

« Discuter n'est pas possible », concluent Aczel et Meray. Et dans la nuit noire, tous ces jeunes intellectuels rentrent chez eux, par petits groupes. « L'effroi, la confusion, le désespoir habitaient leur âme », disent nos auteurs qui en étaient. Ils comprennent toutes les interdictions qui leur sont imposées. Leur foi n'est plus déjà aussi absolue ; elle est d'utilité, de nécessité... pour vivre !

Un instant, ils avaient cru pouvoir concilier leur amour ardent de la Patrie et leur foi révolutionnaire, lorsque Matyas Racosy, homme intelligent, habile, énergique, d'un grand prestige, avait pris la tête du Parti, comme Secrétaire général.

Son éloquence, son ascendant sur les foules, sa culture, leur permettaient, pensaient-ils, tous les espoirs. Mais Matyas Racosy était, lui aussi, sous cette enveloppe séduisante, l'homme du Parti, celui pour qui le Parti est tout, à tous les droits, et notamment celui de réformer la vérité, pour sa plus grande gloire, ce qui entraîne et justifie toutes les contraintes.

Cette interdiction de penser et d'exprimer librement leurs sentiments, leurs rêves et leurs pensées, cette espèce de « ad majorem gloriam » au profit du Parti, fut la seconde faille dans leur foi révolutionnaire. Ils ne se sentaient aucune vocation pour être des écrivains-soldats, chargés de veiller sur la marche de la colonne et de mettre au pas les trainards.

La troisième faille fut la découverte que la vérité du Parti n'était pas la Vérité, à l'occasion d'une enquête menée par certains d'entre eux dans la paysannerie.

Peter Luska et Irme Sarkadi sentirent les prémices de la révolte populaire de 1956 ; et leur indignation contre le conformisme du Parti s'exprime dans un poème déchirant :

« Je me promènerai plutôt nu dans la rue
Et les gens à leur gré se moqueront de moi ;

Je me promènerai plutôt nu dans la rue
Et chez les fous me laisserai mener tout droit ;

Je me promènerai plutôt nu dans la rue
Et je deviendrai noir de froid, comme les cèdres ;

Je me promènerai plutôt nu dans la rue
Et, comme un suicidé, je tomberai raide ;

Je me promènerai plutôt nu dans la rue
Et deviendrai un pauvre et ricanant idiot ;

Je me promènerai plutôt nu dans la rue
Que de prendre l'habit du mensonge à nouveau. »

Ce poème fut la première grande fissure qui — c'était du moins l'espoir de ces jeunes intellectuels opprimés — devait conduire à l'effondrement du temple du mensonge.

Cette fièvre de contestation s'étendit, s'alimentant de toutes les misères du régime, dont les tortures infligées aux intellectuels récalcitrants, comme celles, incroyables, de Janos Kadar (qui furent rapportées à Tamas Aczel par le premier secrétaire du Parti, à Budapest). Elles mirent ce malheureux en un tel état qu'il finit par avouer tout ce qu'on voulut. On pendait du matin au soir et du soir au matin.. mais pas Kadar, qui revient en 1952, imposé par les Russes, « l'échine souple »...

Tous ces jeunes intellectuels, écrivains, artistes, journalistes, qui ont sucé le lait communiste dès leur enfance, qui étaient communistes sincères et qui n'avaient pas encore jusqu'ici conçu que la vie pût être possible en dehors du Parti, tabernacle de la doctrine, voici qu'ils découvrent soudain avec stupeur que tout est mensonge ! Ils découvrent la misère du peuple, dans toutes les classes sociales, en contraste criant avec le luxe, l'abondance où vivent les cadres supérieurs. Alors, l'un de nos auteurs, Tibor Meray, refuse d'exécuter les directives que veut lui donner Rakosi. C'est fini : il est chassé de tous les postes et ne doit songer qu'à préparer sa fuite.

Imre Nagy fut l'âme de ce réveil de la conscience des intellectuels. Pendant l'automne et l'hiver 1955, dénonçant la misère des paysans, des ouvriers, ils préparent, au cours des réunions du cercle Pétofi, l'explosion du 23 octobre 1956, qui devait se terminer si tragiquement, par suite de la lâcheté ou de l'impuissance de l'Occident

« Le monde est corrompu et les choses ne peuvent que mal finir quand on doit contempler, bouche close, pareilles iniquités », comme dit le greffier, assistant à l'exécution de Lord Hasting, dans Richard III, de Shakspeare.

Pierre FONTALBE.

LES LIVRES DU MOIS

Jean de FABREGUES, « Mauriac », Editions Plon, 307 pages.

François Mauriac fut un crucifié volontaire. Je sais qu'il n'a pas bonne presse chez certains de nos amis (ont-ils lu un seul de ses livres ?) qui lui reprochent une ambiguïté malsaine, une hésitation entre le mal et le bien, entre la méchanceté agressive et une générosité qui l'est tout autant. La réussite mondaine de Mauriac n'a pas pour autant effacé « l'angoisse, née de la rencontre avec le monde », qu'il a traînée depuis son enfance bordelaise. Les obsèques nationales dont sa dépouille académicienne fut l'objet, les succès de librairie, les honneurs multiples : Jean de Fabregues les ignore. Il fouille l'homme qui s'est confié sincèrement, peut-être parfois d'une manière exhibitionniste, dans une œuvre qui va vieillir rapidement, maintenant que le vieux maître n'est plus, mais dont on redécouvrira un jour la beauté profonde.

François Mauriac a raconté ses premières sensations dans plusieurs de ses romans. « L'amour de la mère introduit et représente dans cette enfance, la présence de l'amour de Dieu ». La recherche et la découverte de Dieu, le Dieu d'Abraham et de Jacob, sera la préoccupation constante de Mauriac, même au temps des plus folles années de sa vie. La puissance de ses passions, les conflits intimes qu'il devra résoudre, seront son autre face. L'auteur de « La Pharisienne » est une espèce de Janus de la Littérature. Yves de Frontenac est conscient de son génie alors que toute sa famille le dissuade d'écrire.

En proie au vertige de la découverte du monde, il connaîtra la tentation. La tentation de la chair, cette tentation folle et puissante, bousculant les morales et heurtant les habitudes. Mauriac a senti la folie des corps de vingt ans ignorant la modération ; il a senti cette force dont parle Bossuet, « cette vigueur, ce sang chaud et bouillant semblable à un vin fumeux — qui — ne permet rien de rassis ni de modéré ». « Le Désert d'Amour » n'est que le désert de l'amour de Dieu. François Mauriac s'inquiète de Dieu dans les frissons de la nuit ; il se hausse jusqu'à la contrition en un acte de foi où le monde oublie ou expie dans le bruit du vent dans les pins, où il s'engloutit dans les odeurs de sable et de résine. Le lecteur

est alors transpercé par l'éclair de l'illumination. La danse que Mauriac nous impose est pathétique. Le pharisaïsme que certains lui reprochent fait partie de sa nature : les pharisiens peuvent être sincères. L'histoire est sombre comme est confuse la morale, mais le pardon n'est pas loin.

On n'explique pas Mauriac, on ne peut pas le raconter en quelques lignes, une vie et une œuvre aussi riches d'émotion ne se résument pas. Ce que je retiens en premier lieu chez Mauriac est la poésie. Non pas celle ne s'exprimant que par des vers, mais la véritable qui consiste à expliquer ou à montrer à chacun d'entre nous la beauté d'un événement quotidien que nos esprits profanes ne peuvent pas saisir. Et le grand talent de François Mauriac est justement d'avoir pu évoquer des situations routinières en les parant du charme de l'inhabituel ou de l'unique. Tout est poésie pour qui sait voir et comprendre.

Mais François Mauriac n'est pas seulement un dissecteur des âmes et des situations, il est également un écrivain s'intéressant à la chose publique. Son « bloc-notes », à « L'Express » puis au « Figaro », a révélé un polémiste très inférieur au romancier et au mémorialiste. La faute n'est pas due à son talent, mais à ses amours aveugles, donc à son manque de jugement. Mauriac fut profondément marqué par le Sillon de Marc Sangnier et les campagnes menées contre l'Action Française entre les années 1925 et 1938. Il en a naturellement résulté une certaine cécité politique mais qui n'excuse pas les fidélités outrancières, d'autant qu'elles furent les témoins de promesses mensongères. Mauriac a lutté contre l'aube fatale du 6 février 1944 sans en avoir compris plus tard la leçon.

Malgré des éloges flatteurs, le polémiste à succès devra s'effacer devant le grand romancier.

Jean-Paul ROUDEAU.

Paul SERANT, « La Bretagne et la France », Editions Fayard, 440 pages.

Michelet disait de la Bretagne qu'elle était « l'aînée de la Monarchie ». Elle a défendu très cher son droit d'aînesse non seulement contre la Monarchie relativement respectueuse de son originalité, mais également contre les Républiques, obsédées par un centralisme ridicule frisant parfois la stupidité. D'ailleurs, le titre de Paul Serant explique déjà la volonté de la Bretagne de ne pas être seulement une conjugaison de départements créés par notre droit administratif, ennemi des cultures locales.

En septembre 1532, par l'édit du Plessis-Macé, la Bretagne renonce à son indépendance tout en conservant son autonomie, c'est-à-dire la liberté de décider pour ce qui concerne ses terres, pour ce qui convient le mieux à ses intérêts. Toutes les fois que le roi de France et son administration tenteront d'annuler les décisions jugées arrogantes du Parlement de

Rennes ou des Etats de Bretagne, les conjurations se développeront malgré les exécutions dites exemplaires. Mais le véritable « drame » breton est un enfant de la Révolution. Arthur Meyer disait que la République était née dans le sang et qu'elle devait s'achever dans la bêtise. Il nous faut bien reconnaître que sa politique à l'égard de la Bretagne le laisse penser même si, dans cette province, elle eut des appuis et y trouva des moyens d'action. « Avec la Révolution, la Bretagne ne perd pas seulement son autonomie : elle cesse d'exister en tant qu'entité administrative. » La Convention décrète l'obligation de parler, de lire et d'écrire en langue française et le ministre Carrier réprime toute tentative de rébellion avec la fougue sadique que l'on sait. La chouannerie, avec des fortunes diverses et sous des appellations variées, va être jusqu'à notre époque l'opposition de la Bretagne au pouvoir de Paris, qui essaiera (et réussira) d'y imposer son administration tentaculaire et sa politique.

Je ne sais trop ce qu'il faut penser des mouvements autonomistes bretons d'aujourd'hui. Comme nous l'avons vu, ils sont le résultat d'une longue histoire et la période de la seconde guerre mondiale a pu, avec la politique équivoque du gouvernement de Vichy, donner à certains des illusions qu'ils ont voulu exprimer dans des attitudes qui n'ont pas tellement servi leur cause. Disons seulement que la Bretagne est notre enfant terrible. Les membres ou partisans du F.L.B. sont des utopistes si leur seul but et leur seul souci sont de faire de la Bretagne une province autonome, mais ils sont des hommes réalistes et courageux s'ils souhaitent lui rendre l'originalité culturelle que les Républiques lui ont refusée.

Jean-Paul ROUDEAU.

Jean-François CHIAPPE, « Georges Cadoudal ou la Liberté »,
Librairie Académique Perrin, 650 pages.

Plus que l'une de ces banales biographies qui encombrant les devantures des librairies, M. Jean-François Chiappe a étudié avec un rare bonheur dans « Georges Cadoudal ou la Liberté » la réaction de la Bretagne à la Révolution et à l'Empire naissant ; la fidélité au Roi, au drapeau blanc et à l'Eglise à une époque où il n'était pas nécessaire de s'affirmer royaliste ou catholique pour connaître la décollation imaginée par Guillotin.

Après les cruelles pratiques jacobines qui transforment la Bretagne en étal, l'attitude pacificatrice de Hoche laisse d'abord perplexes puis séduit ces royalistes, qui, depuis quatre ans, combattent pour Dieu et la Restauration. Après Bourmont et d'Andigné, Georges et son fidèle Mercier se soumettent sans que le « pacificateur » républicain soit pour autant convaincu de la sincérité de leur geste. « Je les vois vaincus, mais non persuadés ». Persuadé ? Cadoudal l'était moins que quiconque. Il attendait le geste qui montrerait la duplicité des vainqueurs

et le délierait donc de son serment de fidélité. Le coup d'état du 18 fructidor annulant les élections favorables aux royalistes dans quarante-neuf départements est le signe qui autorise la désobéissance. « Le dimanche 15 septembre 1799, ces messieurs de Bretagne arrivent en Anjou... » Bonaparte est retenu en Egypte, les armées sont aux frontières et Hoche n'est plus : c'est le moment de reprendre les armes contre « cette république abhorrée ».

Le retour de Bonaparte et le complot du 18 brumaire sonnent la fin des illusions. Alors que le Premier Consul exhorte l'armée de l'Ouest à être inexorable avec « les brigands, les stipendiés de l'Angleterre », Georges prend la route de Paris et y rencontre Bonaparte. La rencontre est décevante pour l'un et pour l'autre... nous connaissons l'issue fatale de ce drame à deux personnages.

L'arrestation du populaire Moreau, la mort de Pichegru (personne ne croit au suicide), l'assassinat du jeune duc d'Enghien rendent les conjurés sympathiques aux parisiens qui ont toujours gardé un certain esprit frondeur. Le tribunal fut celui de la vengeance et non de la justice. Les successeurs du dictateur corse n'ont pas oublié la leçon. Le verdict, bien que soupçonné depuis le début du procès, est écouté dans la stupeur. Vingt condamnations à mort pour un complot avorté. Quelques grâces seront sans doute accordées, mais pas celle de Cadoudal qui devra subir la curiosité sadique des habitués de la Place de Grève.

Que dire du livre de Jean-François Chiappe ? Son grand mérite est d'exposer, avec un grand talent et beaucoup de science, à la faveur de l'enseignement de l'histoire, l'opposition existant entre la légalité et la légitimité d'un régime. Il faut savoir choisir entre ces deux notions qui ne se complètent que rarement ; il est nécessaire de comprendre que, par delà l'événement historique que constitue « la conspiration » de Cadoudal, M. Chiappe pose le problème de la liberté de chacun dans un régime illégitime. Espérons que Jean-François Chiappe poursuivra ses recherches et nous montrera la rupture de raisonnement politique qu'est la Révolution Française.

Jean-Paul ROUDEAU.

Jacques PLONCARD D'ASSAC, « Joseph de Maistre ».

Sa vaste culture, son intelligence des doctrines politiques et des hommes et aussi un quart de siècle d'exil politique désignaient Jacques Ploncard d'Assac plus que tout autre pour traiter de la vie et de l'œuvre de Joseph de Maistre. L'entreprise, périlleuse à bien des égards, est un succès : l'ouvrage restitue parfaitement à Joseph de Maistre la place qui lui revient dans l'histoire, trop souvent méconnue, de la pensée politique entre révolutionnaires ; en outre, le livre se lit d'une traite et, ce qui ne gêne rien, l'intérêt ne faiblit pas un instant.

Le chapitre premier est uniquement consacré à la vie de Maistre et, malgré cela sa dimension relativement limitée, son importance est fondamentale. Joseph de Maistre, né en 1753 à Chambéry, et donc sujet du roi de Sardaigne, était de noblesse très récente. « Il grandit dans une atmosphère studieuse, religieuse et austère, éclairée par le sourire de sa mère ». Il reçut l'enseignement des jésuites et, à quinze ans, sa piété véritable le menait à la confrérie des Pénitents noirs. A ce moment, il fut décidé que Joseph de Maistre, fils aîné du sénateur de Maistre suivrait les traces de son père et de son grand-père dans la carrière de la magistrature. Le jeune homme quitte alors Chambéry pour la Faculté de Droit de Turin. Ce fut le premier tournant de son existence : lorsqu'il regagna Chambéry, en effet, Maistre avait été séduit par la « philosophie » et il était franc-maçon. Pendant les quatorze ans qui séparent la fin de ses études juridiques de la Révolution française, il est en proie à « la double tentation du libéralisme et de l'illuminisme ». En 1778, Maistre est initié à la loge « saint Jean de Trois Mortiers » : Ploncard d'Assac précise alors avec une clarté, que l'on cherche en vain dans les autres ouvrages consacrés à cette période, tout ce qu'impliquait un pareil choix : « Les principes maçonniques ont engendré les principes révolutionnaires ; société contestataire, elle incite au libre examen, le libre examen conduit à l'opposition au pape et au roi, laquelle engendre la révolution ».

Joseph de Maistre subit à ce moment toutes sortes d'influences, et, en particulier, celles d'un illuminé, Claude de Saint-Martin, qui visitait les loges européennes et prétendait retrouver « un christianisme primitif » dégagé du clergé et de « toute hiérarchie ». A travers Joseph de Maistre, on prend conscience de l'activité subversive de la maçonnerie à cette époque et les pages que Jacques Ploncard d'Assac consacre à ce sujet sont édifiantes. Le mémoire de Maistre au duc de Brunswick, grand maître du rite écossais auquel il s'était rattaché, ne fait d'ailleurs pas mystère des objectifs politiques de la maçonnerie et l'on comprend facilement que beaucoup plus tard, Joseph de Maistre écrive en exil : « Je ne veux point me rappeler certaines choses ». Sa probité amène Ploncard d'Assac à reconnaître que, finalement, Joseph de Maistre, ne fut, dans sa jeunesse, qu'un « progressiste chrétien ». Naturellement, il accueillit, d'abord avec enthousiasme, la Révolution française ; il ne resta pas longtemps dans cette disposition d'esprit.

Les premiers troubles révolutionnaires en Savoie, puis, surtout à la fin du mois de janvier 1791, la lecture des *Réflexions sur la Révolution*, de Burke, constituent, pour Maistre, le choc décisif et marquent le début de la seconde période de sa vie intellectuelle. L'œuvre de Burke laissera dans la pensée politique de Maistre, une trace indélébile. Immédiatement, dès 1791, l'horreur de Burke pour les abstractions aide Maistre à comprendre quel « abîme ouvrait la Constituante » en prétendant fabriquer « in abstracto » une constitution. Dès cette date, la vie, la pensée et l'œuvre de Maistre prennent une direction définitive. Le mécanisme révolution-

naire qu'il analyse avec lucidité est en marche : la Savoie est envahie, en 1796, le roi de Sardaigne capitule devant la France et pour Maistre commence un long exil dont Ploncard d'Assac évoque, avec le talent d'un connaisseur, les moments pénibles (comme ce séjour à Venise où la famille de Maistre fut plongée dans la misère). C'est au milieu de ces difficultés et dans ce « qu'il prend pour des échecs, que mûrit sa gloire » : Maistre allait écrire son œuvre, loin de sa famille et de son pays.

A partir du second chapitre, Ploncard d'Assac analyse la doctrine politique de Joseph de Maistre. Il en dégagne les points essentiels et groupe les textes qui s'y rapportent, donnant ainsi à chaque idée tout son relief. Les thèmes les plus chers à Joseph de Maistre s'enchaînent logiquement. Le choix des pages sur l'aspect providentiel de la Révolution, par exemple, souligne l'importance que Maistre attachait à cette notion. Maistre, surtout, fait figure de chef d'école : l'un des premiers, il exprime les vérités fondamentales que développeront les auteurs contre-révolutionnaires du XIX^e et du XX^e siècles. Il affirme que la Révolution est un bloc unique et que toute contestation des dogmes politiques ou religieux les entraîne toutes inévitablement ; et Maistre rappelle la réponse de Bayle au Cardinal de Polignac : « Je suis protestant dans la force du terme, car je proteste contre toutes les vérités ».

Jules MOCH, « Rencontres avec... Léon Blum », Plon, 365 pages, 27,50 F.

Il y a eu vingt ans le 30 mars dernier que Léon Blum est mort. Cet anniversaire est passé dans la plus complète indifférence. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrai. Mais il faut vraiment que la S.F.I.O. soit en pleine déconfiture pour n'avoir pas su fêter à grands renforts de discours, banquets et cocoricos celui qui, après Jaurès, tint les rênes du parti socialiste « d'expression française », comme le disait l'un de mes vieux maîtres.

L'ouvrage de Jules Moch vient donc à point pour rappeler aux rares militants socialistes qui fut effectivement Léon Blum. L'imagerie populaire, dans son ingratitude, n'a conservé de lui que le souvenir d'un Monsieur pète-sec, à la moustache gauloise — c'est tout ce qu'il a de gaulois, disait Léon Daudet — qui refusa assez curieusement d'accorder des canons aux « frères espagnols en lutte contre la barbarie fasciste ». Ce qui était, faut-il l'avouer, du dernier cocasse.

Jules Moch, élevé dans le sérail socialiste, et disciple de Blum, nous retrace d'une belle plume à laquelle il ne nous avait pas habitués, la carrière de celui qui fut l'un des grands leaders politiques de l'avant-guerre, et dont la figure, à l'issue de quelque repas bien arrosé, est facilement évoquée vers la rue de Lille.

Il ne s'agit pas, tant s'en faut, du premier ouvrage sur Léon Blum. Mais ce dernier-né apporte la touche de « vécu » qui manquait aux autres. Plus que d'un livre d'histoire, il s'agit ici d'un gros recueil de souvenirs personnels, racontés par un homme qui a partagé l'intimité du chef socialiste, ce qui explique en partie les longueurs et le souci constant de l'auteur de se réserver le beau rôle. Mieux que « Rencontres avec... Léon Blum », l'éditeur aurait dû imposer : « Léon Blum rencontre... Jules Moch ». Ça aurait été plus honnête, et plus exact.

Cette restriction faite, le livre est bon, passionnant même dans la mesure où il éclaire de la coulisse trente ans d'histoire, vus dans l'optique socialiste. On ne disait pas trop « de gauche » en ce temps-là ! Mais qu'on ne s'attende pas à trouver dans ces pages la moindre sympathie à l'égard de notre courant d'idées ; il n'est que de voir la façon dont Marcel Déat est traité ici pour savoir comment les socialistes jonglent avec la vérité. On a la rancune tenace, du côté de chez Moch ! Malgré tout, ce livre d'histoires peut faire passer un bon moment.

Jean CHALVIDANT.

Bernard FAY, « L'église de Judas ? », Plon, collec. « Tribune libre », 190 pages, 12,30 F.

Encore un livre sur le schisme de l'Eglise, est-on tenté de dire au premier abord. L'Eglise, comme le sexe ou le crime, fait vendre. C'est un fait qu'il faut prendre en considération. Depuis Donatien Alphonse François jusqu'au Mauriac, la recette est la même. Quant aux essais théologiques, je suis toujours tenté de leur réserver le plus mauvais accueil, tant j'ai déjà été échaudé par les tombereaux de sottises dont de nouveaux Teilhard nous comblent d'habitude. Je ferai aujourd'hui exception pour le dernier ouvrage de Bernard Fay : « L'église de Judas ? ».

Voici enfin un livre dans nos idées, agréable à lire et intelligent qui fait parfaitement le tour de la question. Il se présente comme une suite de rencontres que fait un provincial — il y a du Pascal là-dessous —, fort éloigné des divagations hérétiques de la métropole. C'est ainsi que nous assistons à de brillantes joutes entre l'auteur, que les crétins appelleront « intégriste », et quelques bons pasteurs, largement possédés par le matérialisme dialectique, et qui de toute évidence, n'aiment plus Dieu. Judas, avec ses misérables trente deniers, est maintenant bien dépassé. On meurt en soutane dans les forêts boliviennes pour la plus grande gloire de la révolution.. le chemin de la Croix passe par de tortueux détours !

C'est l'Eglise tout entière qui est en 1970 minée par la subversion. Le moindre prêtre de village est de nos jours obsédé par le désir d'aller au peuple, au travailleur. Nous avons eu tout d'abord les prêtres-ouvriers, les ouvriers-prêtres-syndiqués.

Aujourd'hui, ils ne sont plus, avec salopette et clef à molette, que de bêtes ouvriers syndiqués. Allez chercher la spiritualité là-dedans ! L'Eglise du XIX^e siècle n'avait jamais cessé de prêcher aux humbles et de les secourir. Mais la haine de l'Etat, la haine des sectaires et des riches l'ont souvent empêchée de réussir sa tâche. Laissons d'ailleurs la plume à Bernard Fay :

« Devant tant de haine, elle eut la sagesse de créer une chrétienté solide, unie, consciente de sa fraternité en Dieu ; tandis que le clergé contemporain s'efforce de disloquer le corps des fidèles, en supprimant tout ce qui leur donnait ce sentiment et tout ce qui les liait en une discipline ostensible... Là où vous passez, on dirait qu'une bande de dévastateurs a tout gâché... vous rejetez le chant grégorien, trop solennel à votre goût, et vous plaisez à émettre des vagissements plus ou moins distincts que vous aimez ponctuer de cymbales, de tambours et de tam-tams comme les nègres. Vous prétendez ainsi « aller au monde, aller au peuple » ; vous oubliez que le peuple aime la grandeur, la dignité, les belles cérémonies, et qu'il est sensible à la beauté. »

Je ne sais pas si le livre de M. Fay aura du succès. Ou plutôt, je sais trop qu'il n'aura pas l'honneur d'un panegyrique dans « Le Monde », qui est d'ailleurs ici descendu en flammes. Il devra s'en passer ; son public se situe dans d'autres milieux. Mais nous tenons en Fay un polémiste de talent, et en son « église de Judas » l'un des meilleurs pamphlets sur le catholicisme d'aujourd'hui, qui ne laissera indifférent aucun de vous.

Jean CHALVIDANT.

André FIGUERAS, « L'affaire du bazooka », La Table Ronde, éditeur.

Il en est de la V^e République comme des dames de petite vertu qui ont fait un beau mariage : rien ne leur est plus odieux que le rappel de leur passé, tout leur est bon pour défendre la décence.

L'actuel gouvernement, quand il a fait voter la fameuse « loi anticasseurs », il y a peu, n'avait certainement pas en tête le 13 mai 1958, ni l'affaire du bazooka. Par une heureuse coïncidence, André Figueras, bien connu de nos lecteurs, vient de faire paraître un ouvrage en tous points intéressant sur ce dernier sujet. Rappelons brièvement les faits.

1957. La guerre d'Algérie bat son plein. Dans une atmosphère de république moribonde, des complots se nouent. Ramener de Gaulle au pouvoir ? pourquoi pas ? Un jour, le bureau du général Salan, qui commande les troupes d'Algérie et passe pour ne pas être un gaulliste fanatique, est atteint par une roquette de bazooka. Son aide-de-camp, le commandant Rodier est tué. Et c'est le mystère. Des noms sont murmurés, puis tus : Mitterrand, Tixier-Vignancour, Biaggi, Griotteray, Kovaks, Debré sur qui pèseront des soupçons.

Les événements de mai 58 ayant donné les résultats que l'on sait, l'affaire est littéralement escamotée ; au cours du procès, tout le monde parle d'autre chose. C'est tout simple : y a-t-il eu une affaire du bazooka, n'est-ce pas plutôt un phénomène d'hallucination collective ?

Treize ans après, André Figueras fait le point, son livre, bourré de faits, de révélations, sera un régal pour tous ceux qui ne croient pas à la virginité constitutionnelle des princes qui nous gouvernent. Et puis, attrait supplémentaire : ses nombreuses condamnations n'ont pas eu raison du talent d'André Figueras. Il a toujours la dent aussi dure...

Christian de BONGAIN.

L'Allemagne dans l'Europe divisée

UN LIVRE DU BARON VON WRANGEL-WALDBURG

(Editions Rautenberg, Leer)

Aux Editions Rautenberg à Leer, en Frise orientale (All.), paraîtra incessamment un livre intitulé « L'Allemagne dans l'Europe divisée ». L'auteur en est le Baron de Wrangel-Waldburg. L'ouvrage contient une mine de renseignements et de précisions, notamment sur l'histoire des provinces de l'Est allemand au-delà de l'Oder-Neisse et leur apport culturel et économique. Il traite également de la question allemande considérée sous l'angle du droit international. L'on y trouve enfin une genèse du problème Oder-Neisse.

Nous rappelons ci-après, à l'intention de nos lecteurs que la question intéresse, quelques faits et dates les plus marquants de cette riche matière, tout en renvoyant au livre exhaustif de M. von Wrangel-Waldburg.

1) Le 24 septembre 1941, Moscou et Varsovie approuvaient les principes de la « Charte Atlantique » promulguée le 14 août de la même année. Aux termes de cette convention, il ne serait pas procédé, la guerre finie, à des modifications de frontières quelles qu'elles soient, à moins du consentement libre des populations intéressées.

2) La capitulation de l'Allemagne en mai 1945, concernait uniquement le secteur militaire. Dans le document présenté à la signature allemande par les Alliés, il est dit explicitement que, même le pouvoir exercé par les Alliés en Allemagne, ne constitue d'aucune manière une annexion de l'Allemagne, ou de parties de ce pays.

3) Le document relatif à Berlin du 5 juin 1945, constitue l'entérinement de la décision interalliée de 1944, selon laquelle l'Allemagne entière sera maintenue dans ses frontières de 1937 et groupée en zones d'occupation dans le cadre des dites frontières.

4) Il a été convenu en outre, que la zone d'occupation soviétique s'étendra de l'Elbe et de la Werra jusqu'aux frontières orientales de l'Allemagne, soit une superficie de plus de 221.000 km². Conformément au texte du Protocole de Potsdam, l'on distingue les territoires de l'Oder-Neisse d'une part, et la partie centrale de l'Allemagne d'autre part; ceci pour des raisons d'ordre administratif.

5) A Potsdam, les Alliés occidentaux — représentés par le Président Truman et par le premier ministre britannique Attlee — de concert avec Staline, décidèrent que la frontière allemande orientale, respectivement celle de la Pologne occidentale, ne serait définitivement fixée que lors de la signature d'un traité de paix.

6) Dans le traité de Potsdam, les Alliés occidentaux ont approuvé seulement l'annexion temporaire du nord de la Prusse orientale par l'Union soviétique. De même pour les régions de l'Oder-Neisse administrées par la Pologne : celles-ci ne sont nullement cédées à ce pays à titre définitif.

7) Dans aucun accord et/ou entretien interallié, il ne fut jamais question de la constitution d'une « République Démocratique Allemande » en Allemagne centrale.

8) Non pas 3,5 millions de citoyens allemands en provenance d'Allemagne centrale se sont réfugiés dans la partie occidentale du pays, mais bien 6 millions. En effet, il ne faut pas oublier que plus de 2,5 millions d'Allemands de l'Est, qui avaient d'abord gagné le centre du pays, ont rejoint l'Ouest dès que les circonstances le leur ont permis.

9) Sur un total de 9.621.000 citoyens allemands qui, en 1939, peuplaient les provinces au-delà de l'Oder-Neisse, plus de 97 % étaient de langue allemande : exception Dantzig.

10) Lors des plébiscites de 1920 et 1921 en Prusse orientale, 97,8 % des électeurs votèrent pour le maintien de la citoyenneté allemande; en Prusse occidentale, 92,28 % et en Haute-Silésie, 60 %.

11) En 1939, les provinces de l'Est allemand au-delà de l'Oder-Neisse produisaient, bon an mal an, 1.200.000 tonnes de céréales excédentaires aux besoins propres; par contre, en 1961, le taux d'importation de céréales en République populaire polonaise, se chiffrait toujours à plus de 2 millions de tonnes. En 1967, il est encore de l'ordre de 1.780.000 tonnes. (Ces chiffres se rapportent uniquement au blé et à l'orge).

12) La culture allemande n'aurait jamais eu le rayonnement que l'on sait en Europe et dans le monde, sans la contribution de philosophes, écrivains et poètes de souche est-allemande, tels que Kant, Herder, Schopenhauer, E.T.A. Hoffmann, von Kleist, von Eichendorff, Hauptmann, Freytag, et tant d'autres encore.

13) A l'exception d'un million de citoyens allemands — la plupart originaires de Haute-Silésie — tous les autochtones des provinces de l'Est allemand furent expulsés, et cela en dépit du Protocole de Potsdam selon lequel, pas une seule

des provinces touchées ne figurait sur la liste des territoires d'expulsion ; — pas même le nord de la Prusse orientale.

14) Des statistiques polonaises nous apprennent que le nombre de Polonais habitant l'est de la Pologne cédé à l'Union Soviétique à l'issue de la deuxième guerre mondiale et transférés à l'intérieur du pays, s'élève à environ 1.500.000. D'autre part, plus de 500.000 Ukrainiens, Litvaniens et Ruthènes Blancs furent transférés dans l'Est polonais ; plus d'un million de citoyens d'origine allemande, ou « Volksdeutsche », furent expulsés de Pologne.

15) Partant de l'hypothèse que la population polonaise continuerait d'habiter les régions comprises entre l'actuelle frontière polonaise du Bug et San (soit la ligne Curzon) et la frontière occidentale de la Pologne de 1937 (donc sans les régions de l'Oder-Neisse), la densité de la population ne serait encore que de 150 habitants par km². Par contre, la densité de la population ouest allemande atteignait, en 1966, 240 habitants par km².

16) Personne, en Allemagne fédérale — les expulsés moins que tous autres — n'a jamais envisagé le retour, par la force, des ressortissants polonais établis aujourd'hui dans les provinces de l'Oder-Neisse, dans leurs contrées d'origine. Bien au contraire, il a été dit et redit que, le cas échéant, il serait scrupuleusement tenu compte de l'art. 13 de la « Déclaration universelle des Droits de l'Homme » où il est stipulé... « que chacun a le droit de se mouvoir librement et de choisir librement le lieu de sa résidence à l'intérieur de n'importe quel pays ; que chacun peut en outre quitter un pays, même le sien, et y retourner de même ».

17) Le traité du 26 mai 1952 conclu entre les Alliés occidentaux et la République fédérale allemande, prévoit en son art. 7 que les Etats signataires sont d'accord que l'un des objets de leur politique commune tendra vers la conclusion d'un traité de paix, à négocier librement entre l'Allemagne et ses anciens adversaires. Les Etats signataires sont également d'accord, que le tracé définitif des frontières allemandes n'interviendra que lors de la signature dudit traité de paix.

18) Le Préambule à la Loi fondamentale de la République fédérale allemande (23 mai 1949), stipule expressément que la nation allemande tout entière est appelée à parachever l'unité et la paix de l'Allemagne, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A propos de l'Amiral Canaris

Un de nos abonnés nous écrit, à propos de l'Amiral Canaris, la lettre suivante :

« Messieurs,

« Dans le N° 95, Avril 1971 de « Défense de l'Occident », j'ai lu dans votre chronique « Les Livres du mois » un article sur « Canaris » par A. Brissaud.

« Or, il est prouvé que Canaris a transmis des renseignements à l'ennemi pendant la guerre 39-45. C'était un *traître* !!

« Au moment de son procès, il prit la position d'un lâche, niant même ses propres signatures, de telle sorte que son co-accusé Oster en était écoeuré. Puis il demanda à la fin de son procès de pouvoir faire ses preuves sur le front, lui qui avait trahi de longue date ce même front ! Il a eu ce que mérite un traître. Nazi ou non, mais au moment où les Alliés eux-mêmes avaient déclaré qu'avec ou sans Hitler, l'Allemagne devait être détruite, alors chaque Allemand devait faire son devoir. Canaris ne le fit pas, au contraire, il était un allié secret des Alliés ! Il contribua ainsi à la défaite de sa patrie et surtout à la victoire du bolchevisme en Europe ! Drôle de défense de l'Occident donc de la part d'un Canaris ! »

Je partage entièrement l'opinion de ce lecteur. Quel que soit le talent d'André Brissaud et sa sympathie pour Canaris, quelles que soient les raisons qui ont poussé Canaris, son action a été celle d'un traître. A cause de lui, à cause des trahisons qu'il connaissait et qu'il a couvertes, des milliers

de soldats de son pays sont morts, des agents de son propre service qui avaient confiance en leur chef ont été démasqués, arrêtés, torturés, exécutés. A la tête d'un service aussi capital que le service secret, un homme qui est au fond de lui-même et par une révolte de sa conscience un adversaire du régime en place, a le devoir strict de démissionner. Si sa démission n'est pas acceptée, il doit quitter son poste en acceptant la qualification exacte de sa conduite qui est une désertion devant l'ennemi et en en risquant les conséquences. Et si cette fuite n'est pas possible, il y a, pour les responsables des postes les plus élevés de la hiérarchie, des solutions imposées par l'honneur et par la tradition militaire, qui toutes valent mieux que d'associer son nom à la pratique systématique de la trahison.

La glorification des conspirateurs du 20 juillet 1944 n'est pas moins dangereuse que la législation hypocrite et inapplicable du Tribunal de Nuremberg. La répugnance de sa conscience n'est jamais une excuse pour un chef qui est responsable de la vie de milliers d'hommes, et de la défense d'un certain front qui lui a été confiée. Il est plus propre, il est plus courageux d'exprimer son refus autrement. C'est la doctrine qui a constamment été soutenue dans cette revue et nous ne voyons aucune raison, surtout dans le cas de Canaris, pour faire une exception.



Un manifeste social-raciste

Nous désirons signaler dès maintenant à nos lecteurs la publication d'un document important sur lequel nous reviendrons plus longuement, le *Manifeste social-raciste* présenté par G. A. Amaudruz aux Editions Celtiques, 6655, rue Saint-Denis à Montréal, sous le titre *Nous autres racistes*.

Ce document contient notamment les principes et les textes adoptés par le *Nouvel Ordre Européen* dans une série de réunions internationales qui couvrent une quinzaine d'années.

La présentation claire du texte, la modération des positions et celle de la formulation donnent du « racisme » une idée extrêmement différente de celle que le public endoctriné par la presse ploutocratique imagine généralement lorsqu'il emploie ce terme.

A la fin du manifeste, d'auteur a placé une utile bibliographie des essais et travaux publiés depuis 1945 sur les problèmes dans lesquels le racisme se trouve impliqué.

M. B.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. DEVE et Cie, Evreux - N° d'imprimeur : 1002

Sous presse :

MAURICE BARDECHE

MARCEL PROUST romancier

TOME II

d'après les cahiers de brouillon inédits de Marcel PROUST

Plus de 200 références inédites.

1 Volume in-8° de 440 pages. — Prix : 30 F. H.T.

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, PARIS (6^e). — C.C.P. 2182.19 Paris

CONNAISSEZ-VOUS

ECRITS DE PARIS

la revue des questions actuelles ?

—:—

Spécimen gratuit sur demande

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

—:—

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

A C T U A L I T E

François DUPRAT. — Histoire des SS	30,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	12,00
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	12,00
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	18,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	9,00
Lettre à un soldat de la classe 60	12,00
Chénier	6,00
Les Quatre Jeudis	épuisé
Domrémy	24,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	30,00
Le Drame des Juifs Européens	24,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	12,00
Nuremberg ou la Terre promise	24,00
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	18,00
Les Temps Modernes	12,00
L'Œuf de Christophe Colomb	12,00
Qu'est-ce que le fascisme?	12,00
Une lecture de Balzac	30,00
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte
CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris